

cyberpresse.ca

# LA PRESSE

OSCARS

## LA SOIRÉE DE SCORSESE

- > Meilleure actrice : **Helen Mirren** (*The Queen*)
- > Meilleur acteur : **Forest Whitaker** (*The Last King of Scotland*)
- > Meilleure réalisation et meilleur film : **Martin Scorsese** (*The Departed*)

ARTS ET SPECTACLES PAGES 1 À 3



Forest Whitaker

Helen Mirren

Martin Scorsese

PHOTOMONTAGE. LA PRESSE ©



## CANADIEN CRAIG RIVET ÉCHANGÉ AUX SHARKS

Les détails de la transaction et les commentaires de nos chroniqueurs

SPORTS PAGES 1 À 3

## DROGUE À L'ÉCOLE ET VOTRE ENFANT, IL FUME?

ACTUEL PAGES 1 À 3

## AUDI R8 RIGOREUSE ET EFFICACE L'AUTO PAGE 10



Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**  
Craig Rivet est échangé. Un vote libéral de moins!  
- André Boisclair  
Venez voir mon blogue!  
cyberpresse.ca/laporte



Les transferts d'Ottawa vont diminuer advenant une victoire du PQ, prédit le chef libéral

# BOISCLAIR ACCUSE CHAREST DE FAIRE DU CHANTAGE

HUGO DE GRANDPRÉ ET TOMMY CHOUINARD

BOUCHERVILLE - Les transferts fédéraux vers le Québec pourraient diminuer dès le lendemain d'une prise de pouvoir du Parti québécois, a laissé entendre Jean Charest durant un point de presse à Boucherville, hier.

Au cœur d'une confrontation sur la question référendaire en ce début de course électorale, le premier ministre s'est défendu de vouloir mener une campagne de peur.

Or, a-t-il laissé entendre pour la première fois depuis le début de la campagne électorale, les ambitions référendaires du PQ pourraient

suffire pour que le fédéral diminue certains de ses transferts. Au cours des derniers jours, André Boisclair et François Legault ont prétendu le contraire, disant que les sommes annoncées pour le règlement du déséquilibre fiscal seraient versées au Québec, quel que soit le parti au pouvoir.

« Ils se dépêchent ensuite de

dire que cet argent-là va, de toute évidence, être coupé substantiellement le jour où le Parti québécois va prendre le pouvoir, parce que ce qui transcende toutes ses priorités, c'est de faire un référendum le plus vite possible », a lancé le premier ministre Charest.

> Voir **CHANTAGE** en page A6



PHOTO ROBERT SKINNER. LA PRESSE

Le premier ministre Jean Charest hier en tournée électorale à Boucherville.

MONTRÉAL/RIVE-SUD

## Un train électrique d'un milliard s'invite dans la campagne électorale

BRUNO BISSON

Un an après les avoir terminées, l'Agence métropolitaine de transport (AMT) a finalement rendu publiques les études relatives à un projet de tramway électrique moderne d'un milliard de dollars, entre Montréal et la Rive-Sud, quelques heures avant le déclenchement des élections, la semaine dernière.

La navette électrique de 13 km franchirait le fleuve sur l'estacade située en amont du pont Champlain et nécessiterait la construction d'un pont ferroviaire de 360 m qui passerait au-dessus de la Voie maritime du Saint-Laurent, dans l'axe de l'autoroute 10. Après avoir pris un an de



PHOTO FOURNIE PAR L'AMT

Projet de SLR entre Montréal et la Rive-Sud.

retard durant la réalisation de ces études qui ont coûté à elles seules 12 millions de dollars, et une année de délai avant leur publication, ce projet majeur de transport collectif fédéral-provin-

cial ressurgit ainsi juste à temps pour les élections provinciales, et pour d'éventuelles élections Les milieux d'affaires de la Montéré-

> Voir **TRAIN** en page A8

### ÉLECTIONS 2007

L'AUTRE VISAGE DE LA CAMPAGNE PAGES A2 ET A3

L'ADQ VEUT UNE AUTONOMIE FORTE DU QUÉBEC PAGE A4

LES HAUTS ET LES BAS DE JEAN CHAREST PAGE A7

### FRAIS DE GARDE

## Des parents coincés par le fisc

CHARLES CÔTÉ

Chantal Côté doit 1500 \$ au fisc québécois, qui lui demande de rembourser trois années de crédit d'impôt pour frais de garde. Elle ne l'a pas vu venir, bien qu'elle soit fiscaliste de profession. Et elle craint de ne pas être la seule dans cette fâcheuse position.

Pendant des années et pour ses trois enfants, elle a payé des frais supplémentaires de 2 \$ par jour au Centre La Bonté, une garderie privée subventionnée.

> Voir **PARENTS** en page A14

DÉCOUVREZ  
EXPÉRIMENTEZ  
SUCCOMBEZ

Les Éditions **gesca**

POUR LES ABONNÉS **LA PRESSE**  
**CLUB PRIVILÈGES**  
10% DE RABAIS SUR CE MAGAZINE

Pour en profiter cyberpresse.ca/privileges



EN KIOSQUE MAINTENANT

Cuisez avec Ricardo, du lundi au vendredi, 11 h, sur les ondes de Radio-Canada



## ÉLECTIONS 2007



## LA CAMPAGNE EN DIRECT

## ILS ONT DIT

« Dans les épiceries, il y a des paniers avec une petite auto accrochée à l'avant et un petit volant. C'est un peu ça la situation d'André Boisclair. Quand tu le regardes, il a l'air de conduire, mais en arrière, il y a Marc Laviolette et les vieux démons du PQ qui poussent le panier. »

— Mario Dumont, au sujet de la tactique des péquistes

« M. Charest, par votre silence, par vos pages blanches dans votre programme au sujet de la Constitution canadienne, vous êtes en train de dire oui au rapatriement unilatéral de la Constitution de 1982. »

— André Boisclair, accusant Jean Charest de ne pas aborder la question constitutionnelle depuis le début de la campagne.

« Ce n'est pas vrai que le gouvernement fédéral va continuer à faire des transferts de péréquation au Québec. C'est du délire ça. »

— Jean Charest, commentant la position du PQ qui promet le maintien des transferts fédéraux à l'occasion d'une transition vers un éventuel Québec souverain.

## À LIRE SUR CYBERPRESSE

Le comédien Paul Ahmarani serait-il trop à gauche pour Amir Khadir?

CONSULTEZ LE BLOGUE DE NOTRE JOURNALISTE TRISTAN PÉLOQUIN.

## LES CHEFS AUJOURD'HUI

ANDRÉ BOISCLAIR **PQ**

Baie-Comeau, Sept-Îles

JEAN CHAREST **PLQ**

Laval, Montréal

MARIO DUMONT **ADQ**

Alma, Saint-Nazaire, Chicoutimi, Jonquière et Ville Saguenay

## LE POIDS MÉDIA

DANS LES MÉDIAS HIER

## LES CHEFS

Jean Charest	38 %
André Boisclair	37 %
Mario Dumont	22 %
Françoise David	2 %
Scott Mckay	1 %

## LES ENJEUX

Plateforme du PQ	24 %
Souveraineté / Référendum	22 %
Agriculture	9 %

Influence Communication calcule l'espace médiatique occupé par les chefs de parti et les enjeux en sondant les nouvelles portant sur la campagne électorale diffusées et publiées au Québec.

Source: Influence communication  
www.influencecommunication.ca

## L'AUTRE VISAGE

UN CHEF DE PARTI QUI DÉMARRE SA CAMPAGNE À L'HÔPITAL, UN AUTRE QUI VEUT RAMENER LES CRUCIFIX DANS LES ÉCOLES ET UNE QUI VEUT DONNER LE POUVOIR AUX FEMMES : SI LES PROJECTEURS SONT BRAQUÉS EN PERMANENCE SUR UNE POIGNÉE DE POLITICIENS ET LEURS FORMATIONS, D'AUTRES, DÛMENT AUTORISÉES PAR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC, TENTENT DE SE TAILLER UNE PLACE DANS L'ARÈNE POLITIQUE. LES VOICI.



Louis-Marie Thiffault a hâte d'aller faire le tour de sa circonscription. Il est cloué à son lit d'hôpital depuis le début de la campagne.

PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

## PARTI UNITAIRE

## Le rêve de Louis-Marie Thiffault

HUGO MEUNIER

La campagne de Louis-Marie Thiffault commence un peu mal.

Le chef du Parti unitaire est retenu depuis quelques jours à l'hôpital de Trois-Rivières, cloué à son lit et sous perfusion. Des examens de routine, assure-t-il.

Le regard perçant, les vêtements soignés et les cheveux un peu ébouriffés, l'homme de 71 ans affiche néanmoins un moral d'acier. Il faut reconnaître que M. Thiffault est déterminé.

Ce chef cuisinier à la retraite a décidé en 2005 de réaliser son rêve de toujours : devenir politicien. « Toute ma vie, j'ai voulu trouver des solutions aux problèmes des gens. Je suis retraité, je n'ai rien à faire et je n'aime pas le golf : alors pourquoi pas! » s'exclame le septuagénaire.

M. Thiffault présente son parti comme une formation de centre, destinée à « la

base » et créée pour réunir tout le monde. Même si la plateforme de son parti n'est pas tout à fait rodée, cet ancien membre du parti Québécois désillusionné connaît bien les règles du jeu. « Je suis un peu

« Je veux recueillir les mécontents. C'est d'abord un vote de contestation. »

comme un gars qui a regardé le hockey toute sa vie. Je connais parfaitement le jeu et les joueurs », illustre M. Thiffault.

Le Trifluvien a choisi de lancer son Parti unitaire dans Portneuf, une circonscription libérale située à environ une heure de chez lui. Pourquoi là? « Au fédéral, ils ont élu André Arthur comme indépendant.

Alors je me suis dit qu'il faut aller voir ça, ce comté-là », réplique le candidat.

Conscient qu'il ne se hissera pas au pouvoir, il refuse de se lancer dans des vaines promesses. Il invite plutôt les gens qui en ont assez de la politique et des projets référendaires à se tourner vers son parti.

« Je veux recueillir les mécontents. C'est d'abord un vote de contestation. »

Pour l'heure, il est le seul candidat de son parti et il n'a qu'une seule pancarte sous la main. S'il est élu, il promet un bon spectacle à l'Assemblée nationale. « J'aimerais ça le coincer dans le coin, lui, Jean Charest », lance-t-il, presque en se frottant les mains.

En attendant, M. Thiffault a hâte d'aller rencontrer les électeurs de la circonscription qu'il brigue. « Si je peux sortir de l'hôpital », laisse-t-il tomber, fébrile.

## FAIRE LE SAUT EN POLITIQUE

Depuis 2004, il est plus facile de former un parti politique au Québec. Les politiciens en herbe doivent présenter une demande d'autorisation et la signature d'au moins 100 membres au directeur général des élections du Québec (DGE). Il faut aussi assortir la demande d'un chèque de 500 \$, remboursable lors du dépôt du premier rapport financier du parti. Avant 2004, il fallait présenter des candidats dans 20 circonscriptions de la province. Aujourd'hui, 12 formations politiques sont actuellement autorisées auprès du DGE. L'assouplissement des règles pour inscrire un parti n'a pas entraîné une explosion des demandes, constate le DGE. « Il faut remplir des documents, recruter des membres, produire des cartes et militer. Ce n'est pas une mince affaire! » résume Simon Gariépy, porte-parole.

## DÉNOMINATIONS RÉSERVÉES

Voici le nom de partis qui pourraient voir le jour. Le DGE accepte de réserver ces noms pour une période de six mois :

- > Avenir Québec
- > DémocraCité
- > Fondement démocratique québécois
- > Parti conservateur du Québec
- > Parti constructif du Québec
- > Parti des immigrés du Québec
- > Parti d'un Québec nouveau
- > Parti mouvement équitable / Equitable Movement Party
- > Parti national du Québec
- > Parti progressiste du Québec
- > Parti république du Québec
- > Solidarisme social

Source: DGE

## SOMMAIRE

Amusez-vous!	ARTS 8	Loteries	A 13
Astrologie du jour	ACTUEL 5	Monde	A 15
Décès	ACTUEL 6	Petites annonces	ACTUEL 4 et AFFAIRES 4
Forum	A 16 et 17	Sudoku	AFFAIRES 4
Horaire télévision	ARTS 4		

## Météo

Généralement ensoleillé avec quelques nuages en matinée, maximum -3, minimum -13. LP AFFAIRES 7

## VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

## UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

**TL** | Soyez les premiers à entrer dans le futur.

## TL 2007

Moteur VTEC<sup>®</sup> V6 de 3,2 litres de 258 chevaux, Assistance de la stabilité du véhicule (VSA<sup>™</sup>) avec contrôle de la traction, Accélérateur à commande électronique, Roues en alliage d'aluminium de 17 po, Garnitures de portières et sièges en cuir perforé.



PAIEMENT EN LOCATION SUR 48 MOIS :

**448\$\*** / MOIS  
6998 \$ DE COMPTANT



Visitez [acura.ca](http://acura.ca) dès aujourd'hui.

ACURA GABRIEL  
4648, boul. Saint-Jean  
Dollard-des-Ormeaux  
514 696-7777

ACURA PLUS  
255, boul. de la Seigneurie  
Blainville  
450 435-4455

LUCIANI ACURA  
4040, rue Jean-Talon O.  
Montréal  
514 340-1344

ACURA MÉTROPOLITAIN  
5625, boul. Métropolitain  
St-Léonard  
514 354-8811

ACURA DE LAVAL  
2500, boul. Chomedey  
Laval  
450 682-4050

ACURA BROSSARD  
9100, boul. Taschereau  
Brossard  
450 659-1616

\*Offre d'une durée limitée applicable à la location d'une nouvelle Acura TL 2007 (modèle UA6627) par le biais de Honda Canada Finance Inc. sur approbation de crédit. Le versement mensuel pendant 48 mois s'élève à 448 \$ moyennant un versement initial de 6 998 \$ ou un véhicule de reprise d'une valeur équivalente pour la TL. Les frais d'inscription au RDPRM, incluant les droits du registre, les frais de transport et d'inspection préliminaire de 1 430 \$, le paiement du premier mois et un dépôt de garantie de 0 \$ sont payables dès l'entrée en vigueur du contrat de location. Les taxes, frais d'immatriculation, d'assurance, d'enregistrement, ainsi que les droits sur pneus neufs sont en sus. Allocation de 96 000 kilomètres ; frais de 0,15 \$/km excédentaire. Le concessionnaire peut louer à plus bas prix. Une commande/un échange de la part du concessionnaire pourrait être nécessaire. Obtenez tous les détails auprès de votre concessionnaire Acura.

# DE LA CAMPAGNE



Chef du Parti de la conscience universelle, Aline Lafond refuse l'étiquette de féministe. Elle croit néanmoins que seules les femmes peuvent changer le monde.

## LES AUTRES

### >PARTI ÉGALITÉ

Le parti existe depuis 1989. Il appuie la Loi sur la clarté référendaire, s'oppose à la loi 101 et réclame le libre choix linguistique en éducation. En 2003, le parti n'a récolté que 4000 votes. Joint il y a quelques jours, le chef Keith Henderson ignorait si son parti ferait campagne cette année.

### >PARTI COMMUNISTE

Le parti communiste est enregistré depuis 2006 au bureau du DGE. Il ne participe pas aux élections mais donne son appui à Québec solidaire.

### >PARTI MARXISTE-LÉNINISTE DU QUÉBEC

Autorisé en 1989, le parti a récolté 2700 voix en 2003. *La Presse* n'a pas été en mesure de joindre un membre du parti.

### >BLOC POT

Depuis 1998, le Bloc pot réclame la légalisation de la marijuana. Près de 23 000 électeurs ont appuyé leur cause en 2003. Quatre ans plus tard, le parti présente une quarantaine de candidats un peu partout au Québec et tiendra un référendum sur la légalisation sur son site Internet.

### >PARTI VERT DU QUÉBEC

Peut-être le moins marginal des marginaux, le Parti vert présente cette année quelque 80 candidats. La formation environnementaliste avait récolté 17 000 votes en 2003.

PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

## PARTI DE LA CONSCIENCE UNIVERSELLE

# Pour en finir avec l'« hommerie »

HUGO MEUNIER

Il faut rouler longtemps au cœur de terres agricoles pour atteindre l'immense maison en pierre des champs où vit Aline Lafond à Mont-Laurier, dans les Laurentides. On entre du même coup dans le bureau électoral de cette femme de 57 ans, chef du Parti de la conscience universelle.

Elle nous reçoit chaleureusement. Dans son salon, elle nous présente ses peintures, sculptures et photos de famille. Mais dès qu'elle se met à parler de son nouveau parti politique, son corps se redresse, ses yeux s'illuminent. « Nous, on se bat contre l'hommerie », lance-t-elle d'entrée.

Devant des regards incrédu-

les, elle enchaîne : « Qui fait partie des gangs de rues? Fait du tourisme sexuel? Contrôle la bourse? Refuse le protocole de Kyoto? Et envoie des jeunes à la guerre? Toujours des gars! » Malgré la consonance du nom, le parti d'Aline Lafond n'a rien de trop ésotérique. Sinon que la conscience universelle est de réaliser que chaque action entraîne une réaction. Et que l'être humain est avant tout un Terrien et un locataire sur cette planète.

M<sup>me</sup> Lafond jure avoir eu une révélation avant de sauter en politique. Secrétaire durant 31 ans dans le réseau de la santé, elle a été retraitée durant deux ans. « Pendant ce temps, j'ai parlé avec des itinérants, j'ai

sauvé une jeune fille suicidaire. Si tu savais tout ce que j'ai vu dans ces deux années », lance cette divorcée et mère de deux enfants.

### Ni féministe ni ésotérique

Sans ressource, elle a bâti elle-même sa plateforme. Pour joindre les deux bouts, elle est retournée travailler à temps partiel. Elle a récolté les 100 signatures requises pour fonder son parti. Pour devenir membre, il faut allonger 20 \$. Un t-shirt est compris, sur lequel l'étrange logo du parti est imprimé. On y aperçoit un bébé, quelque chose qui ressemble à un cordon ombilical et une femme qui lève les bras au ciel. « Lorsque l'enfant vient au monde, c'est la

femme qui prend son envol », explique-t-elle.

Refusant l'étiquette féministe, le Parti de la conscience universelle s'oriente néanmoins autour des femmes. Elles seules peuvent changer le monde, dit la chef.

Si elle était élue, elle abolirait les commissions scolaires et la responsabilité des écoles serait transférée aux municipalités.

L'école renouerait avec le vouvoiement et l'uniforme. Elle appuie l'avortement, mais seulement une fois.

Le dimanche serait proclamé « Journée de la famille ». Une sentence de 15 ans de prison serait imposée à tout constructeur coupable d'avoir tué quelqu'un en état d'ébriété. Le

travail serait obligatoire pour les prisonniers.

Aline Lafond est pour le moment la seule candidate de son parti, dans la circonscription péquiste de Labelle. Forte du soutien d'*Infoman*, qui a diffusé des extraits d'une vidéo de la candidate durant son émission, les visites sur son site Internet ont bondi. Aline Lafond assure ne pas être un feu de paille et déjà, elle songe à la prochaine campagne. « Notre programme est bâti sur une chose : la vérité. Pour nous autres, un chat est un chat.

« Je ne dis pas que je vais battre le PQ, mais je vais faire mon possible », promet-elle.

[www.particonscienceuniverselle.com](http://www.particonscienceuniverselle.com)

## PARTI DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE DU QUÉBEC

# Une monnaie québécoise et des crucifix à l'école

HUGO MEUNIER

Il veut faire en sorte que 40 % de la monnaie en circulation soit québécoise d'ici cinq ans, ramener les crucifix dans les écoles et verser aux familles 430 \$ par mois pour chaque enfant de 0 à 17 ans : pour sa deuxième campagne électorale, le chef du Parti démocratie chrétienne du Québec souhaite susciter le débat et, pourquoi pas, faire élire quelques députés.

parti. « Le thème de notre campagne est 'maître de notre destin'. Pour nous, c'est important de s'attaquer à la dette et à la dénatalité », explique le candidat.

### Un nationalisme économique

Le parti demeure évasif sur la question constitutionnelle mais prône un nationalisme économique. « D'ici cinq ans, on veut faire en sorte que 40 % de la monnaie soit québécoise contre

monté par les trois partis à l'Assemblée nationale », plaide-t-il. « Et qu'est-ce que ça a apporté la laïcisation? Le vide après la mort! Un taux de suicide alarmant! » ajoute-t-il.

Le chef s'emporte un peu lorsqu'il parle de religion. Il se défend bien de nager à contre-courant en prônant un retour aux valeurs de l'Église.

Pour lui, la religion est toujours bien vivante et les gens nombreux sur le parvis des églises.

Évidemment, le parti partage les mêmes positions que l'Église sur le mariage entre conjoints de même sexe et l'avortement.

### Avoir foi en l'avenir

En 2003, le parti avait présenté 24 candidats et recueilli un total de 3500 votes. « Personne ne nous connaissait », justifie Gilles Noël. Quatre ans plus tard, 35 candidats font campagne un peu partout en province. Le parti n'est pas vraiment plus connu, mais il est mieux préparé. « Si les gens visitaient notre site, on pourrait même faire élire quelques députés », croit le chef, divorcé et père de trois enfants.

[www.partidcq.qc.ca/](http://www.partidcq.qc.ca/)

« Qu'est-ce que ça a apporté la laïcisation? Le vide après la mort! Un taux de suicide alarmant! »

60 % canadienne. » Le but : freiner la mondialisation et les pertes d'emploi.

Pour démêler tout ça, le parti a tourné des films « complexes mais bien vulgarisés » d'environ deux heures, expliquant sa plateforme. « On les a présentés dans des assemblées de cuisine. Personne n'a dormi », avoue-t-il.

Son parti veut aussi s'attaquer à l'abrogation de l'article 93 de la Charte canadienne, qui permettait de choisir entre des écoles catholiques ou protestantes. « La laïcisation est un coup



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE

En 2003, Gilles Noël et son parti de la démocratie chrétienne avaient recueilli 3500 voix. Quatre ans plus tard, le chef du parti a foi en ses chances de faire élire ses premiers députés à l'Assemblée nationale.

# L'ADQ veut un Québec fortement autonome

## Dumont écorche Charest et Boisclair sur leurs positions constitutionnelles

MALORIE BEAUCHEMIN

LÉVIS — À la « banalisation du Québec » par Jean Charest et à « l'improvisation d'André Boisclair », Mario Dumont veut opposer une autonomie forte de la province, sans qu'elle ait besoin de se séparer du Canada.

Pour son premier rassemblement militant de la campagne, dans la circonscription de Chutes-de-la-Chaudière, le chef adé-quististe n'y est pas allé de main morte pour qualifier les positions constitutionnelles de ses adversaires, affirmant que le gouvernement Charest avait « accroché sa charrette derrière Stephen Harper parce qu'il n'était pas capable de se traîner tout seul ».

Quant au Parti québécois, M. Dumont estime que M. Boisclair « joue à quitte ou double » et « s'en va dans un cul-de-sac », en ne présentant aucun plan de renforcement du Québec en dehors d'un référendum.

« Être autonomiste, ça veut dire poser des gestes sans demander la permission à personne, a expliqué le chef adé-quististe. C'est maximiser la relation bilatérale entre le Québec et le Canada, d'égal à égal. » Pour ce faire, Mario Dumont mettrait fin au Conseil de la fédération, qu'il considère comme « un recul » dans les relations intergouvernementales. Il a aussi souhaité que les Québécois aient un seul rapport d'impôts à faire.

Mis à part dans les relations fédérales-provinciales, les adé-quistes prônent plus d'autonomie pour les régions, pour les municipalités, pour les écoles — avec l'abolition des commissions scolaires — et pour les citoyens, notamment avec les allocations familiales promises pour la garde des enfants d'âge préscolaire.

Mario Dumont était accompagné hier des candidats pour les régions de Québec et de Chaudières-Appalaches, où l'ADQ avait remporté en 2003 trois circonscriptions, Lotbinière (Sylvie Roy), Chutes-de-la-Chaudière (Marc Picard), et Beauce-Nord (Janvier Grondin), en plus d'avoir acquis la circonscription de Vanier (Syl-



Mario Dumont à Lévis hier.

vain Légaré) à l'élection partielle de 2004.

### Infidélité et manque de leadership

Dans son discours, acerbe envers ses adversaires, Mario Dumont est allé jusqu'à accuser le premier ministre d'avoir été infidèle aux Québécois et de s'être gardé l'option de retourner un jour sur la scène fédérale.

« C'est sans précédent, un pre-

mier ministre qui, même après un mandat, s'est quand même gardé toutes les portes ouvertes et a joué avec un double agenda en arrière de la tête, a dit Mario Dumont. En lisant leur programme, on voit que c'est celui d'un parti qui veut aller gouverner à Ottawa. » Il s'est par ailleurs moqué de la position adoptée par les candidats libéraux sur leurs affiches électorales, qui se tiennent le menton.

« C'est mentons, mentons, mentons... » a lancé M. Dumont.

Le chef adé-quististe a aussi une fois de plus remis en question le leadership d'André Boisclair, en y ajoutant une métaphore des plus ambiguës.

### Ambiguïté

« Vous savez dans les épicerie, il y a des paniers avec une petite auto accrochée à l'avant avec un petit volant, a-t-il raconté. C'est un peu

ça la situation d'André Boisclair. Quand tu le regardes, il est dans la petite auto, il a l'air de conduire, mais en arrière, il y a Marc Laviolette et les vieux démons du PQ qui poussent le panier. Comme ils poussent le panier, on a peur qu'il finisse dans la section du congelé... » L'organisation adé-quististe a par la suite nié catégoriquement qu'il s'agissait d'une allusion à la consommation passée de cocaïne du chef péquiste.

PHOTO CLÉMENT ALLARD, PRESSE CANADIENNE

# Françoise David ne baisserait pas les impôts

MARIO GIRARD

La porte-parole officielle de Québec solidaire, Françoise David, a beau diriger le « p'tit dernier » des partis, elle nourrit l'espoir d'obtenir un siège à Québec le 26 mars prochain.

« J'ai envie de dire aux gens : « Let's go! Faites preuve d'audace. Votez Québec solidaire », a lancé hier Françoise David aux militants qui étaient rassemblés dans une école de la circonscription montréalaise de Gouin, où elle brigue les suffrages.

Françoise David croit que la bataille qu'elle mènera dans sa circonscription l'opposera au péquiste Nicolas Girard. Ce dernier a profité lui aussi de la journée d'hier pour lancer sa campagne. « Je ne veux pas discrediter mon adversaire libérale, mais disons qu'elle n'a aucune chance », dit-elle.

### Souveraineté, environnement, justice sociale

Le lancement de la campagne de M<sup>me</sup> David a été l'occasion de revenir sur la plateforme gé-

rale de Québec solidaire, un programme qui insiste sur la souveraineté, l'environnement et la justice sociale. « Non, nous ne baisserons pas les impôts, a-t-elle déclaré », avant de préciser que son plan prévoyait des dépenses plus importantes que ses concurrents et qu'elle pourra bientôt décortiquer ce budget.

Selon un sondage CROP publié le 22 février dernier dans *La Presse*, Québec solidaire récolte 5 % des intentions de vote. Malgré cette forme de marginalisation, Françoise David entend mener sa campagne comme les autres chefs. « Ça sera une campagne très sérieuse, dit-elle. On a une grosse équipe. Il y aura des pointages, des rencontres de groupes, de la visibilité dans les rues, une vraie campagne, quoi. »

Québec solidaire espère pouvoir présenter des candidats dans les 125 circonscriptions du Québec. La porte-parole du parti ne cache pas qu'elle aimerait obtenir « quelques » sièges à Québec. À cet égard, elle a nommé quelques-uns des candidats vedettes du parti : France Caouette

dans Rouyn-Noranda-Témiscamingue, Bill Clennett dans l'Outaouais, Nicole Schmitt dans Roberval ou Bill Ninacs dans Arthabaska.

### Ton acerbe

Les attaques et critiques échangées entre les trois principaux chefs ces derniers jours ne plaisent pas à Françoise David. Selon elle, ce « ton acerbe » n'a pas sa place. « De façon générale, je préfère travailler positivement », a-t-elle déclaré avant d'ajouter qu'elle n'était pas impressionnée par la campagne jusqu'à maintenant.

Françoise David espère toujours être conviée au débat télévisé des chefs qui réunira M. Boisclair, Charest et Dumont. Québec solidaire aurait formulé une demande dans ce sens il y a trois semaines. « On n'a toujours pas reçu de réponse, a dit la candidate. C'est plutôt cavalier. Nous allons revenir à la charge cette semaine. Je me permets d'ajouter que ça serait la première fois au Québec qu'une femme y participerait. Il me semble que ça ferait du bien. »

### GOUIN

POPULATION  
60 420 habitants

PRINCIPALE VILLE  
Montréal

NOMBRE D'ÉLECTEURS  
INSCRITS  
43 089

COMPOURTEMENT ÉLECTORAL  
AUX DERNIÈRES ÉLECTIONS

COMPOSITION ETHNIQUE  
(selon la langue maternelle)  
> Francophones : 78,6 %  
> Allophones : 18,3 %  
- Hispanophones : 4,8 %

PARTIELLES DE SEPTEMBRE 2004 :

PLQ	PQ	ADQ	UFP
24,3 %	57,8 %	5,0 %	8,0 %

ÂGE MOYEN  
37 ans

AVRIL 2003 :

PLQ	PQ	ADQ	UFP
30,2 %	53,3 %	8,2 %	4,7 %

SCOLARITÉ  
(population de 20 ans et plus)  
> Études universitaires : 28,4 %  
> Moins d'une 3<sup>e</sup> secondaire : 16,6 %

NOVEMBRE 1998 :

PLQ	PQ	ADQ	UFP
33,6 %	52,7 %	10,7 %	-

REVENU MOYEN DES MÉNAGES  
35 639 \$ (28,7 % sous la moyenne québécoise)

DÉPUTÉ  
Nicolas Girard (PQ)

CHÔMAGE\*  
Élevé

\* Niveau du chômage par rapport à la moyenne québécoise (en 2001)

26 MARS 2007  
ÉLECTIONS GÉNÉRALES

VOUS PRÉVOYEZ ÊTRE ABSENT TEMPORAIREMENT DU QUÉBEC ?  
INSCRIVEZ-VOUS AU VOTE DES ÉLECTEURS HORS DU QUÉBEC  
AU PLUS TARD LE 7 MARS 2007.\*

\*Des conditions s'appliquent. Informez-vous.

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)  
www.electionquebec.qc.ca



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte





PHOTO CHRISTINNE MUSCHI. REUTERS

L'ex-premier ministre du Québec Jacques Parizeau s'est frayé un chemin à travers un groupe de manifestants pour le droit au logement hier, alors qu'il venait participer à une activité du Parti québécois.

Respect de l'environnement

# Le PQ forcerait la main aux entreprises

TOMMY CHOUINARD

S'il est élu, le Parti québécois forcera les entreprises à réduire leurs rejets polluants afin d'améliorer la qualité de l'environnement. Les industries qui ne se conformeront pas aux nouvelles règles seront pénalisées.

« Nous allons nettoyer l'est de Montréal! » a lancé le chef péquiste, André Boisclair, à des militants de la circonscription de Bourget, hier.

Plusieurs industries du secteur de la pétrochimie se trouvent dans l'est de Montréal. M. Boisclair a souligné que les jeunes enfants sont hospitalisés davantage dans cette région que partout ailleurs au Québec en raison de la piètre qualité de l'air.

Un gouvernement péquiste réviserait la Loi sur la qualité de l'environnement afin que les certifications d'autorisation qui permettent aux entreprises d'exercer leurs activités ne soient plus accordées « à vie ». « Cette épo-

que-là sera révolue », a-t-il dit.

Les certificats d'autorisation seraient renouvelables. Les entreprises devraient réduire leurs rejets polluants afin d'obtenir un renouvellement de leurs certificats auprès du ministère de l'Environnement.

« Si une entreprise, pour une raison quelconque, décide de ne pas suivre la réglementation, on peut penser à des pénalités. On se donnerait des obligations. Je suis sérieux quand je dis que je veux obtenir une réduction des rejets

industriels », a affirmé André Boisclair.

Un gouvernement péquiste tiendrait compte d'une série de facteurs pour déterminer les cibles de réduction des rejets polluants exigées aux entreprises. « Ce n'est pas la même chose d'autoriser une nouvelle entreprise à envoyer des rejets dans un cours d'eau qui serait déjà énormément pollué que ce l'est dans un cours d'eau qui aurait la capacité d'absorber les polluants rejetés par l'entreprise. Ce n'est pas la même chose de

demander à une entreprise qui utilise déjà les meilleures technologies de réduire ses rejets que ce l'est pour une entreprise qui utilise des technologies dépassées », a-t-il illustré.

André Boisclair a rappelé qu'il promet aux entreprises d'éliminer la taxe sur le capital et d'offrir des incitatifs fiscaux pour les nouveaux investissements. « La contrepartie, c'est qu'on exige de leur part un environnement de meilleure qualité », a-t-il dit.

ÉLECTO... CHOCS



PHOTO RÉMI LEMÉE. LA PRESSE ©

Le chef du Parti vert, Scott McKay.

MARIO GIRARD

## Les rangs des verts grossissent

Le chef du Parti vert du Québec, Scott McKay, était heureux de confirmer hier qu'il avait maintenant 95 candidats. Son objectif est toutefois d'obtenir un représentant dans chacune des 125 circonscriptions du Québec.

## Candidats, mouillez-vous!

La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau, Eau Secours, est à la recherche de candidats aux élections provinciales du 26 mars prochain. La revendication fondamentale d'Eau Secours repose sur une politique nationale de l'eau. Parmi les recommandations, on retrouve la sauvegarde du fleuve Saint-Laurent et l'obligation pour les embouteilleurs de se soumettre aux mêmes normes de qualité d'eau que celles des municipalités.

## Internet et élections

Aux méthodes publicitaires traditionnelles comme la bonne vieille

pancarte, il faut maintenant ajouter Internet. Tous les partis inscrits dans l'actuelle course y ont recours. Selon Thierry Giasson, professeur adjoint en information et communication à l'Université Laval et expert des questions de publicité politique, Internet est un bon moyen pour rejoindre les jeunes hommes âgés de 25 à 40 ans. « Ils regardent moins la télé, ne lisent plus beaucoup de journaux, mais s'informent à longueur de journée sur Internet. Donc, c'est vraiment une approche très clientéliste », dit le spécialiste. Il estime que cette clientèle représente un potentiel de 10 à 15 % de l'électorat, soit une quantité non négligeable, mais que l'on ne peut pas encore qualifier de masse critique. Cependant, il ajoute que les partis n'ont pas encore compris comment se servir d'Internet, puisqu'ils l'utilisent d'abord et avant tout pour donner de l'information. Or, il fait valoir que les internautes, eux, l'utilisent pour communiquer et qu'ils veulent une rétroaction. Source : Presse Canadienne

## Les étudiants ne lâchent pas prise

En attendant de voir ce que décidera le Directeur général des élections à pro-

pos de la « légalité » de leur caravane, les représentants de la Fédération étudiante collégiale de Québec (FECQ) ont adopté une série de mesures pour faire entendre leur point de vue auprès des chefs de partis. Parmi les moyens utilisés, il y aura un grand rassemblement des étudiants le 22 mars prochain. Le dégel des droits de scolarité promis par Jean Charest au cours de son prochain mandat est bien entendu au cœur de ce débat.

## Françoise David lit au lit

Lors du lancement de sa campagne dans Gouin hier, la candidate et porte-parole officielle de Québec solidaire, Françoise David, s'est permis d'inclure dans son discours des extraits d'un livre du journaliste français Hervé Kempf où il est question du pouvoir des riches et des effets de l'injustice. La candidate a même précisé qu'elle lisait ce très sérieux bouquin le soir avant de s'endormir. M<sup>me</sup> David avait fait la même chose avec un autre livre lors d'un rassemblement de son parti il y a quelques mois. Deux conclusions s'imposent : Françoise David s'intéresse aux grandes questions d'inégalité sociale et... elle lit au lit.



## Peaufinez votre présentation tout en vous y rendant.

Vous pouvez maintenant visualiser et modifier vos documents au moyen des logiciels Microsoft<sup>®</sup> Office. En vous donnant accès à des appareils de données de pointe et au réseau mobile haute vitesse optimisé pour la transmission de données le plus rapide du Canada<sup>1</sup>, Bell vous permet d'en faire plus, où que vous soyez.

<sup>1</sup>Service offert dans les zones de couverture 1xEV-DO. Microsoft est une marque déposée de Microsoft Corporation aux États-Unis et dans d'autres pays. Treo fait partie des marques de commerce ou marque déposées détenues par ou licenciées exclusivement à Palm, Inc. ou ses filiales.



Treo<sup>™</sup> 700wx

Visitez un magasin Bell  
1 866 222-8944  
bureaumobile.ca



# La sécurité dans la ligne de mire du Parti libéral

DENIS LESSARD

BOUCHERVILLE — Réélu, le gouvernement Charest sera plus ferme sur les questions de sécurité. Les amateurs d'armes semi-automatiques devront laisser leurs jouets à leur club de tir; Québec compte imposer un contrôle très sévère au transport des armes qui ne servent pas à la chasse.

« Les gens veulent qu'on soit plus ferme sur les questions de sécurité. On le sent », explique Jean Charest dans une entrevue accordée à *La Presse* à bord de son autobus de tournée électorale. Deux anciens policiers connus, Guy Ouellette et Yves Prudhomme sont d'ailleurs devenus candidats du PLQ, dans Chomedey et Rousseau, en fin de semaine.

Le PLQ deviendra-t-il le gouvernement de « la loi et de l'ordre »?

M. Charest se contente de sourire. « La sécurité, insiste-t-il, est un enjeu important. La situation a évolué, les gens ont une préoccupation légitime. » Sur les questions de libération conditionnelle, sert-il comme exemple, les gens sont plus exigeants, moins indulgents qu'il y a 20 ans.

« La société s'attend à ce qu'on agisse avec plus de fermeté. Ce n'est pas que les Québécois se sentent plus menacés, mais ils veulent sentir, avec raison que le gouvernement place la sécurité en haut des priorités », estime M. Charest.

Un exemple récent : dans le débat sur les accommodements raisonnables, les Québécois approuvaient sans hésiter qu'une femme policière puisse intervenir auprès d'un prévenu, même de confession juive hassidique. « Pour eux, la sécurité ne doit pas être subordonnée à autre chose », résume-t-il.

La population est aussi bien plus sensible aux obligations de l'État envers les victimes, envers les femmes notamment; « cela a évolué en 20 ans et avec raison », observe le chef du PLQ.

Avec des électeurs qui souhaitent davantage de protection, un meilleur contrôle des armes tombe sous le sens. Surtout au moment où le gouvernement Harper choisit la



PHOTO REUTERS

Jean Charest estime que la possession d'armes doit être davantage encadrée. Québec pourrait notamment obliger les amateurs d'armes semi-automatiques à acheter par la voie de leurs clubs de tir, qui entreposeraient aussi ces armes.

voie inverse et propose d'assouplir son registre des armes à feu.

Or la propagation des armes, souvent associée au crime organisée, est préoccupante.

**« La société s'attend à ce qu'on agisse avec plus de fermeté. Ce n'est pas que les Québécois se sentent plus menacés, mais ils veulent sentir, avec raison, que le gouvernement place la sécurité en haut des priorités. »**

Même comme équipement de sport, pour pratiquer le tir, la possession d'armes doit être davantage encadrée. « On est préoccupé par ça; l'expérience de Dawson a été pénible, ça m'a bouleversé », dira le chef libéral.

Après la fusillade de septembre 2006 où 20 personnes ont été bles-

sées, dont une est décédée, plusieurs groupes au Québec comme ailleurs au pays ont réclamé d'Ottawa des contrôles plus serrés pour ces armes très dangereuses. Kimveer Gill

de son projet de loi destiné à assouplir les contraintes du registre des armes à feu – en épargnant par exemple les armes de chasse de tout contrôle.

Pour Jean Charest, c'est une mauvaise idée. « On ne doit pas retourner en arrière, je ne veux pas qu'on retourne là-dessus. Je veux que les Québécois puissent avoir leur mot à dire sur le contrôle de ces armes ici ».

Si Ottawa va de l'avant et réduit comme prévu la portée de son registre, Québec « va proposer une alternative; on interviendra sur le transport des armes, par le biais de la sécurité; cela nous permettra

## Boisclair accuse Charest de faire du chantage

CHANTAGE

suite de la page A1

M. Charest répondait à une question au sujet du sort réservé aux sommes cédées à la province dans le cadre du règlement du déséquilibre fiscal. Stephen Harper répète depuis son arrivée au pouvoir que le prochain budget fédéral, qui sera déposé une semaine avant le jour du scrutin au Québec, contiendra d'importants montants pour le Québec à cet effet.

« Et cet argent-là, il va y arriver quoi le lendemain (d'un référendum), si jamais le Parti québécois réalisait son ambition? a encore demandé le chef libéral dans un deuxième temps. Ce n'est pas vrai

que le gouvernement fédéral va continuer à faire des transferts de péréquation au Québec. Oublions ça. C'est du délire, ça. »

Dans sa plateforme adoptée samedi, le PQ met la priorité sur la tenue d'un référendum le plus rapidement possible après son élection. On peut notamment y lire que dans la période de transition qui suivrait une telle consultation, un gouvernement péquiste « garantirait la continuité des transferts fédéraux versés aux citoyens québécois. »

Depuis, les deux partis se livrent un duel intense sur le sens des mots et leurs intentions respectives. Jean Charest avait déjà indiqué que la garantie de maintien des transferts après la victoire du OUI à un

référendum n'était que pure illusion. Mais il n'avait encore jamais ouvert la porte à une diminution des transferts dès l'élection du PQ.

Chantage

Hier en soirée, le chef du Parti québécois, André Boisclair, a réagi avec force aux propos du chef libéral. « Ça, ça s'appelle du chantage », a tonné M. Boisclair, devant des militants réunis dans la circonscription de Marie-Victorin, à Longueuil.

« Les Québécois en ont assez. Voilà pourquoi on va faire la souveraineté du Québec », a-t-il ajouté.

Selon lui, Jean Charest et son homologue fédéral Stephen Harper « sont en train de nous organiser,

de vouloir nous faire la passe pour sauver leur peau ».

« Jamais dans l'histoire du Canada nous n'avons vu autant de chantage, une telle menace, a-t-il affirmé. Si les gens à Ottawa sont prêts à nous faire un tel affront, il va falloir qu'on aille chercher en-dedans de nous la confiance et l'assurance pour nous dire collectivement que c'est assez et qu'il est temps qu'on aille chercher tous nos pouvoirs. »

André Boisclair croit que Jean Charest, avec ces plus récentes déclarations, cherche à « faire oublier ses quatre ans de pouvoir. Il n'est pas fiable ». « C'est ça, le fédéralisme asymétrique de M. Charest? Ça, c'est le fédéra-

d'avoir un contrôle effectif dans le cadre de nos compétences », explique-t-il.

La Sûreté du Québec sera chargée d'appliquer la législation que les libéraux s'engageront à déposer plus tard en campagne électorale. Même si le projet de loi de Stephen Harper mourrait au feuillet, le gouvernement « examinera la possibilité de pousser les contrôles plus loin », promet M. Charest.

Québec serrerait la vis d'un cran en obligeant les amateurs à acheter ces armes semi-automatiques par la voie de leurs clubs de tir. Une fois achetée, l'arme devrait y rester, l'entreposage serait la responsabilité du club. « L'arme ne pourrait plus être déplacée, en vertu de notre droit constitutionnel à nous », explique M. Charest.

Une autre porte s'ouvre aussi selon lui : négocier avec Ottawa la délégation de la responsabilité du contrôle des armes sur le territoire québécois. « On n'est pas rendu là, le gouvernement fédéral est minoritaire, mais cela ne doit pas empêcher de nous préparer ». Pas question de « peinture unique », si le fédéralisme d'ouverture proposé par M. Harper est réel.

Jean Charest évite d'écorcher Stephen Harper dans le dossier des armes à feu. « C'est une promesse qu'il a prise en campagne électorale, il a mis ça dans son programme et respecte selon lui ses engagements. Mais le Québec n'est pas d'accord », prévient-il.

Les armes utilisées par Kimveer Gill en septembre étaient toutes enregistrées, comme le prescrit la loi fédérale actuelle. Or cela n'a pas empêché le jeune Lavallois – qui disposait d'une véritable artillerie dans son sous-sol – de se rendre armé jusqu'aux dents au collège Dawson.

Plus tard M. Charest devait assister à Saint-Roch de l'Achigan, à l'assemblée d'investiture de Yves Prudhomme, l'ancien président de la Fraternité des policiers – le syndicat des agents de la SQ – qui devient candidat libéral dans Rousseau, un château fort péquiste. Dimanche dernier, il s'était rendu à Laval, pour accueillir un autre policier dans les rangs des candidats libéraux, Guy Ouellette, retraité de la SQ, analyste bien connu par les médias sur les questions touchant les gangs de motards.

Dans le budget Audet, la semaine dernière, Québec prévoyait 34 millions de plus pour la lutte aux gangs de rue. Le contrôle plus serré des armes par la SQ ne nécessitera pas davantage de fonds, selon M. Charest.

**LE COMBAT DES LIVRES**  
Dès aujourd'hui et jusqu'au 2 mars, avec Sheila Copps, Pauline Marois, Robert Frosi, Dominique Lévesque et Biz.

**CHRISTIANE CHARETTE**  
9H  
Réalisation : Bruno Guglielminetti

**95,1 FM**  
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/christiane

# Les hauts et les bas de... Jean Charest

DENIS LESSARD

**BOUCHERVILLE** — Il aime presque autant l'humour que le pouvoir. Jean Charest avait encore le sourire fendu jusqu'aux oreilles, hier midi, en rentrant dans son autobus de campagne.

Devant 400 militants, Monique Jérôme-Forget venait de rendre hommage au député Pierre Moreault, et surtout de le complimenter avec conviction pour son apparence.

Voulant renchérir, maladroitement, le député laissa tomber que la présidente du Conseil du Trésor rendait de tels hommages « quand son conjoint est à l'étranger ». Devant l'auditoire, Jean Charest reprit la balle au bond. « On ne voulait pas vous déranger... on va faire ça vite, cette investiture », a-t-il lancé, hilare.

Pourtant, les derniers jours n'ont pas toujours été faciles – à RDL, on disait hier matin que Jean Charest était « grognon » à cause de quelques ratés de tournée.

Deux cents personnes seulement dans sa circonscription mercredi soir dans une salle qui aurait pu en contenir le triple. Un discours fleuve de Michel Després fit rater à Jean Charest les *deadlines* de télé, jeudi soir. Vendredi, à l'usine Kruger à Trois-Rivières, M. Charest a dû longuement justifier que le chef du PLQ puisse en pleine campagne faire des annonces de subventions gouvernementales.

« On parlait aux gens de la Mauricie, c'était un enjeu important pour eux », réplique-t-il sans hésiter. Il a pris pas mal de brioche depuis la dernière campagne. Sur un meuble dans son bus-quartier-général, un panier avec des fruits. En 2003, c'était plutôt des tablettes de chocolat. Il s'esclaffe : « On est très santé ici, vous savez ».

Sur sa table de travail, un objet singulier : une de ces petites trompettes avec une poire en caoutchouc qu'on retrouvait sur les bicyclettes dans les années 60. Un « couac » et



Dans son bus-quartier-général, Jean Charest a discuté de sa campagne avec *La Presse*, des priorités de son parti et de ses adversaires politiques.

PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

ses adjoints comprennent qu'on a... ou qu'on n'a plus besoin d'eux.

Tout au long de l'entrevue, il tente de revenir, inlassablement, sur la position de son parti sur l'agriculture, une annonce de samedi matin qui n'a guère eu d'écho dans les médias.

Il doit d'abord expliquer pourquoi il a déclenché des élections alors qu'il avait soutenu qu'il comptait attendre le budget fédéral : « J'ai choisi de faire en sorte qu'on soit à l'offensive sur le budget fédéral, plutôt que de l'attendre, de composer avec l'imprévu. »

Il refuse de dire qu'il a changé d'idée, après avoir vu des signes de démobilisation au PQ. Les problèmes du PQ « ne nous ont pas empêchés de procéder avec notre plan », se contente-t-il de dire d'un air entendu.

« C'est le temps d'y aller, on était presque à quatre ans... et j'ai senti que les gens ne voulaient pas d'élections fédérales, mais souhaitaient des élections au Québec. »

La campagne n'avait pas une

Tant de gros mots si vite... que nous réservent cinq semaines de campagne? « Les citoyens font la part des choses. Le jugement des gens est solide sur tout ce qui se dit en campagne », estime M. Charest.

**« J'ai choisi de faire en sorte qu'on soit à l'offensive sur le budget fédéral, plutôt que de l'attendre, de composer avec l'imprévu. »**

semaine que déjà M. Charest prévenait que c'était « du délire » de penser qu'Ottawa continuerait de verser des transferts au Québec, au lendemain d'un Oui au référendum. André Boisclair s'est déjà fait rappeler ses histoires de cocaïne, lui qui traite quotidiennement Jean Charest de « menteur ».

En 2003, Jean Charest soutenait qu'il voulait être jugé sur l'état du réseau de la santé, aux élections suivantes. André Boisclair et Mario Dumont l'attaquent à tous les jours sur les milliers de patients en attente d'une chirurgie, d'un médecin de famille, ou même d'une place à l'urgence.

« Il y aura toujours un travail à faire dans la santé. Les gens le savent bien. Il y a des urgences qui débordent parce qu'il y a des pointes dans la demande. Même le Canadien de Montréal a eu des problèmes (une épidémie de gastro-entérite) », observe-t-il. L'ADQ « n'a pas de chiffres » pour la santé, le PQ n'en a pas fait sa priorité, observe-t-il. « On a un bon bilan, et la campagne permet de comparer ».

Visiblement il n'y a pas d'amour perdu entre lui et André Boisclair – surtout quand ce dernier a promis de revenir en arrière dans le dossier du parc du Mont-Orford. « Rentrer dans un dossier controversé et dire : "moi je vais tout défaire", c'est la solution la plus facile », accuse le chef libéral.

Il se refuse à spéculer sur l'élection d'un gouvernement minoritaire. « Il faudrait que l'ADQ ait une équipe. Je n'en vois pas. L'ADQ est présente, mais cela se décline différemment selon la région », convient-il toutefois.

Jusqu'ici, les libéraux ont surtout proposé la continuité. Y aura-t-il des engagements plus surprenants pour l'avenir? Il fait une autre tentative. « On va y aller graduellement... pour nous, l'agriculture, hier, c'est un sujet très fort. Notre équipe agricole est un élément important de ce qu'on propose. »

La commission Grenier sur l'Option Canada? On a soutenu qu'il avait déclenché les élections pour tenir le scrutin avant le dépôt du rapport, le 31 mars.

Aujourd'hui Jean Charest n'est pas loin de penser que l'absence de rapport est pire que le rapport. Sans les conclusions du juge Bernard Grenier, l'opposition pourra, tous les jours, sans risques, souffler un nuage au-dessus de la campagne libérale.

Et l'agriculture? Trop tard, la caravane s'ébranle vers Saint-Roch de l'achigan.

**AIR FRANCE** SKYTEAM

France

À partir de

498 \$

Aller-retour au départ de Montréal, Ottawa ou Toronto



Réservez en ligne sur [www.airfrance.ca](http://www.airfrance.ca)

Appelez Air France au 1-800-667-2747 ou contactez votre agent de voyages.

Cette offre est valable sur les vols Air France pour des départs entre le 20 avril et le 9 juin 2007 de Montréal, Ottawa ou Toronto. Les billets doivent être émis au plus tard le 4 mars 2007. Taxes et surcharges en sus. Tarif applicable seulement aux nouvelles réservations. Durée minimum du séjour : un dimanche à destination, maximum : 1 mois, dernier retour au Canada 16 juin 2007. Modification/remboursement avant ou après le départ assujettis à certains frais. D'autres conditions peuvent s'appliquer. Tarif soumis à disponibilité et peut changer sans préavis. Nombre de sièges limités.

## ACTUALITÉS

PROJET DE SLR MONTRÉAL-RIVE-SUD

## Un deuxième « métro de Laval » ?

BRUNO BISSON

Le prolongement de 5,3 km du métro de Montréal jusqu'au collège Montmorency, à Laval, devait coûter 350 millions de dollars. Il coûtera 800 millions. Les 13 kilomètres du SLR Montréal-Rive-Sud devraient coûter un milliard. Combien en coûteront-ils vraiment ?

Il est impossible de ne pas penser au cafouillage monstrueux qui a marqué la gestion du prolongement du métro à Laval devant le superprojet de « système léger sur rail », rendu public la semaine dernière par l'AMT.

L'aménagement de voies ferrées dans un milieu déjà densément bâti, la construction du pont ferroviaire au-dessus de la Voie maritime, l'itinéraire un peu tortueux entre l'Île-des-Sœurs et la Gare centrale, la construction de tronçons aériens au-dessus des routes et des voies ferrées qui encombrent cette partie du territoire montréalais, représentent des défis techniques et urbanistiques si énormes qu'ils laissent déjà songeur quant au réalisme d'un budget d'un milliard.

« Avant de construire des infrastructures d'un milliard de dollars, on devrait commencer par essayer de se construire une clientèle », a commenté le directeur de Transports 2000 Québec, Normand Parisien, quand *La Presse* l'a joint pour commenter la publication de ces études.

Même s'il reconnaît que le projet de navette interurbaine est fort séduisant et qu'il possède un potentiel exceptionnel, le défenseur des usagers du transport collectif estime que Québec, Ottawa et les autorités municipales de chaque côté du fleuve devraient essayer de freiner le déclin de clientèle qui frappe déjà les réseaux actuels de transports en commun.

« Depuis le début des années 90, affirme-t-il, les tarifs ont augmenté en moyenne de 5 % par année, soit à peu près deux fois plus que l'inflation. Pendant la même période, les heures de service ont été réduites. Et malgré la création de quatre trains



Cette simulation aérienne (vue de la Rive-Sud) illustre l'ampleur qu'aurait le pont ferroviaire à construire au-dessus de la Voie maritime (à gauche du pont Champlain) pour permettre le passage du tram interurbain au-dessus du fleuve Saint-Laurent.

de banlieue et l'ouverture de la ligne bleue du métro, la clientèle du transport en commun est plus faible aujourd'hui que dans les années 80. »

Selon M. Parisien, la saturation de la voie réservée aux autobus sur le pont Champlain et l'engorgement du terminus d'autobus de la Rive-Sud au centre-ville de Montréal, sont des problèmes concrets, actuels et réels, qui seraient résolus par la construction d'un SLR dans cinq ans. En attendant, des solutions moins coûteuses

pourraient peut-être réduire les impacts de cet achalandage de 17 000 personnes par jour.

« Mais surtout, dit-il, il faudrait situer ce projet dans une planification des transports un peu plus cohérente, qui tiendrait compte à la fois du transport des personnes et du transport des marchandises. Il ne faudrait pas répéter l'erreur de dépenser un milliard pour répondre à une demande qui n'est pas là, comme on vient de le faire avec le prolongement du métro à Laval. »

## SLR - AUTOROUTE 10

Longueur :	12,85 km
Stations :	5 (2 à Longueuil, 3 à Montréal)
Rames :	5 voitures par rame
Capacité :	655 passagers par rame
Intervalle de pointe :	3 minutes
Intervalle régulier :	10 minutes
Heures de service :	de 5 h 45 à 1 h 15 tous les jours
Coûts d'exploitation :	41,86 millions/année
Revenus d'exploitation :	21 millions/année
Déficit d'exploitation :	environ 20 millions/année

## Un train électrique d'un milliard s'invite dans la campagne électorale

## TRAIN

suite de la page A1

Les milieux d'affaires de la Montérégie réclamaient la publication des études il y a quelques semaines. Ils comptent bien tirer profit du contexte favorable dans lequel ce projet de « système léger sur rail » (SLR) refait surface, a d'ailleurs reconnu le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Rive-Sud, Jean-Robert Lessard.

« Nous avons hâte de voir qui va vouloir prendre des engagements envers ce projet, a affirmé M. Lessard. La Chambre va inviter chacun des chefs de parti, et les candidats locaux à prendre position sur l'avenir de ce projet, au cours de la campagne électorale

en cours. Et nous avons l'intention de faire la même chose avec les élus fédéraux, en commençant par le ministre responsable de la région de Montréal, Michael Fortier, qui sera le conférencier lors d'un événement organisé par la Chambre, d'ici peu. »

La construction du projet, qui coûterait au bas mot un milliard de dollars, sans taxes, prendrait quatre ans. Le tracé de 13 km partirait du stationnement incitatif Chevrier, dans l'arrondissement de Brossard, à Longueuil, et longerait une emprise ferroviaire existante sur 270 m, avant de passer sous le boulevard Lapinière pour rejoindre l'autre stationnement incitatif de l'AMT, Panama. De là, le tramway irait prendre place au centre de l'autoroute 10 sur une distance de 3,3 km,

avant d'emprunter le nouveau pont ferroviaire, pour rejoindre l'estacade, juste au sud du pont Champlain.

Après un arrêt à l'Île-des-Sœurs, le train électrique de cinq wagons, d'une capacité de 655 passagers, passerait par-dessus les voies routières qui donnent accès au pont, contournerait les studios de cinémas Mel's par le sud, dans le Technoparc, enjambrerait les voies ferrées à la sortie du pont Victoria, puis se rapprocherait de l'autoroute Bonaventure jusqu'à la longer, en aérien, jusqu'aux abords de la rue de la Commune, dans le Vieux-Montréal. De là, après moult aménagements, le tramway irait se garer à la Gare centrale de Montréal, en plein centre-ville.

## Durée du trajet : 13 minutes

Sa mise en service permettrait d'éliminer la voie réservée aux autobus sur le pont Champlain, qui fonctionne seulement en période de pointe, et dont la capacité maximale plafonne actuellement à environ 17 000 passagers par jour.

À Montréal, le débarquement des passagers à la Gare centrale permettrait aussi de réduire l'affluence au terminus de la rue de la Gauchetière, où 385 autobus aboutissent en seulement trois heures, durant les périodes de pointe, et où les usagers s'entassent comme des sardines pour accéder à leur quai.

Enfin, selon les études de l'AMT, la réalisation de ce projet augmenterait à plus de 27 000 le nombre de déplacements en transport collectif dans le corri-

dor du pont Champlain, durant les périodes de pointe, à l'horizon de 2016. C'est 10 000 déplacements de plus qu'aujourd'hui, et 6000 de plus que ne le permettrait toute amélioration de service dans la voie réservée aux autobus du pont Champlain, au cours des 10 prochaines années.

L'exploitation de cette infrastructure de transport en commun électrique, et donc quasiment exempte d'émissions de gaz à effet de serre, coûterait toutefois plus de 41 millions par année. Les revenus en provenance des usagers dans la première année d'exploitation, estimés à environ 21 millions, paieraient la moitié de la note, soit à peu près le même rapport d'autofinancement que le réseau des cinq trains de banlieue actuels exploités par l'AMT.

ÉLECTIONS QUÉBEC 2007

Lundi 26 février en direct de Gaspé  
Quel est le poids politique des régions ?

**MAISONNEUVE**  
11 H 30

Réalisation : Lucie Benoit

**95,1 FM**  
PREMIÈRE CHAÎNE

www.radio-canada.ca/maisonneuve

# Charkaoui : un jugement équilibré



YVES BOISVERT

## CHRONIQUE

Si j'étais Adil Charkaoui, je ne fêterais pas trop vite. Il vient de remporter une importante bataille de principe. Mais dans la vraie vie, il est loin d'être au bout de ses peines.

Certes, la Cour suprême a déclaré invalides deux aspects de la procédure des « certificats de sécurité ». Mais elle l'a fait dans un jugement prudent, équilibré, qui rejette plusieurs arguments de ceux qui contestaient ces certificats. Ce jugement donne non seulement un an au gouvernement pour récrire la loi, mais il permet d'utiliser l'actuelle procédure contre Charkaoui dans l'intervalle.

Ces certificats, qui existent depuis 30 ans, visent à renvoyer dans leur pays d'origine des étrangers qui constituent une menace pour la sécurité nationale. Soit que la personne visée est soupçonnée de violation des droits de l'homme, de terrorisme ou de participation au crime organisé.

Depuis 30 ans, 27 certificats ont été émis : ce n'est pas une mesure post-11 septembre. La personne visée est incarcérée, puis, si les allégations sont jugées raisonnables, elle est expulsée.

La partie odieuse de ces certificats est que le dossier demeure secret pour la personne visée. C'est ce qui est déclaré inconstitutionnel.

Un des principes fondamentaux de notre justice est que l'accusé sache ce qu'on lui reproche et la preuve existant contre lui.

Les immigrants visés par ces certificats ne sont formellement accusés de rien, mais ils risquent des conséquences au moins aussi graves qu'un accusé au criminel : l'expulsion et l'emprisonnement prolongé.

La loi prévoit qu'un juge reçoive en secret la preuve et décide de ce que peut savoir l'immigrant. La raison : certaines informations sont fournies par des pays qui exigent la confidentialité, d'autres sont obtenues par des sources qui seraient en danger si elles étaient dévoilées.

Le juge se retrouve dans une position intenable, n'étant pas l'avocat de la personne visée. Il se trouve à devoir interroger des témoins sans aucune préparation.

On a beau plaider la sécurité

nationale, l'idée qu'une personne soit jugée sans savoir précisément pourquoi n'est pas tolérable.

Deuxième aspect que la Cour suprême juge contraire aux droits fondamentaux : l'impossibilité pour un étranger de contester sa détention avant quatre mois.

////////////////////

Cela dit, ces certificats ne disparaîtront pas. La Cour donne un an au gouvernement canadien pour changer la loi. Très clairement, les neuf juges indiquent la voie : le modèle britannique. On nomme un avocat qui prête serment de confidentialité, examine la preuve et peut procéder aux contre-interrogatoires et faire le travail de vérification nécessaire.

Ce modèle ne satisfera pas complètement les personnes visées, puisqu'elles n'auront pas directement accès à la preuve. Il est d'ailleurs contesté en Grande-Bretagne. Mais c'est la reconnaissance par la Cour suprême des besoins de sécurité de l'État. Une solution de compromis à l'ère du super terrorisme.

De la même manière, la Cour dit qu'une détention très prolongée n'est pas nécessairement inconstitutionnelle. Ce qu'il faut, c'est s'assurer que le détenu ait des moyens de contester sa détention.

La Cour estime par exemple que Hassan Almeira, un des trois demandeurs, n'a pas prouvé que sa détention est injustifiée. Il restera donc derrière les barreaux en attendant la suite, même s'il est incarcéré depuis 2001.

Même la détention automatique sans mandat n'est pas jugée contraire à la Charte. Ni l'absence de droit d'appel.

En outre, le fait que ce régime ne vise que les étrangers n'est pas discriminatoire. À condition que la détention soit liée à des objectifs prévus par la loi, et qu'on ne s'en serve pas de manière détournée, pour détenir des gens sans avoir de réels motifs de les expulser.

Bref, la Cour est loin de donner aux personnes visées tous les droits d'un accusé dans un procès criminel. Les droits restent limités.

////////////////////

Au fond, le plus important de ce jugement est peut-être ce qui n'est pas ressorti : la Cour reconnaît le droit de l'État de prendre des mesures exceptionnelles pour la sécurité publique contre des étrangers jugés simplement suspects.

Interdire à un étranger de contester sa détention avant 120 jours viole ses droits. Mais la Cour refuse d'imposer un délai de rigueur.

« Une certaine souplesse peut être nécessaire quant à la durée de la détention d'une personne soupçonnée de terrorisme, écrit la Cour. Devant une menace terroriste, les autorités peuvent devoir agir sur-le-champ, même si leur dossier n'est pas assez bien documenté. Il faut parfois un certain temps pour vérifier et documenter la menace. Si les autorités agissent rapidement, le fait qu'elles ne réussissent pas à respecter un délai arbitraire représentant un nombre précis d'heures ne devrait pas entraîner la remise en liberté automatique d'une personne qui peut fort bien être dangereuse. »

Le message envoyé par la Cour au gouvernement est donc ferme, d'autant qu'il est unanime et signé par la juge en chef Beverley McLachlin : il y a des compromis sur les droits qu'on ne doit pas faire au nom de la sécurité.

Mais ceci est exprimé dans un jugement nuancé et pragmatique qui n'entame nullement notre capacité de lutter contre le terrorisme, et avec lequel même le gouvernement conservateur pourra très bien vivre.

### COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueur : [yves.boisvert@lapresse.ca](mailto:yves.boisvert@lapresse.ca)

lexus.ca

Les moments parfaits se vivent en toute saison. Du moins au volant de l'incroyable Lexus IS 250 à traction intégrale. Son système ultra-sophistiqué gère simultanément la commande des gaz, les freins et les quatre roues, contribuant à fournir le maximum de traction et de contrôle, quel que soit le temps. Vous pouvez donc tirer pleinement parti de l'une des meilleures automobiles haute performance, peu importe la saison. Partez en quête du moment. Visitez [lexus.ca](http://lexus.ca) ou composez le 1 800 26-LEXUS dès aujourd'hui.

UN SIMPLE DÉTAIL COMME LA TRACTION NE DEVRAIT PAS VOUS EMPÊCHER DE PARTIR EN QUÊTE DU MOMENT PARFAIT.



**LEXUS**  
À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION.

LA LEXUS IS 250 À TRACTION INTÉGRALE  
BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE 42 000 \$\*

\*PDSF de la IS 250 2007 à traction intégrale (CK262T « A »). Transport et préparation, immatriculation, redevances et toutes taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à un prix moindre.

## ACTUALITÉS

# Une raffinerie de Montréal serait à l'origine d'une pénurie à la pompe

ARIANE LACOURSIÈRE

Après l'Ontario, c'est maintenant au tour du Québec d'être aux prises avec une pénurie d'essence. Une dizaine de stations-service Esso ont dû fermer leurs pompes cette fin de semaine dans la grande région de Montréal par manque de carburant.

Selon le porte-parole de la Compagnie pétrolière Impériale (Esso), Robert Théberge, cette pénurie est due au fait que la compagnie Shell, avec qui Esso possède des contrats d'approvisionnement, a diminué subitement le volume de ses contributions.

« Nous achetons de l'essence de ce raffineur. Cette semaine, la raffinerie Shell de Montréal-Est a diminué son alimentation. C'est ça qui a causé la pénurie dans quelques-unes de nos stations de Montréal, ce week-end. Mais je ne peux pas vous dire pourquoi Shell a fait ça. Si vous voulez le savoir, demandez-leur », a dit M. Théberge à *La Presse*.

Personne n'était disponible hier chez Shell pour clarifier la situation.

« Je sais que Shell a eu un petit incident à sa raffinerie de Montréal-Est jeudi ou vendredi dernier. Mais cela ne touche pas nos stations du Québec », dit le porte-parole d'Ultramar, Louis Forget.

La compagnie Petro-Canada et l'Association québécoise des indépendants du pétrole disent elles aussi ne pas subir les contrecoups du rationnement inhabituel des approvisionnements de Shell.

## Après l'Ontario

Seule touchée par la pénurie d'essence montréalaise, la



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE ©

La raffinerie Shell de Montréal-Est aurait diminué son alimentation, ce qui aurait causé la pénurie dans quelques-unes des stations de Montréal, ce week-end.

Compagnie pétrolière Impériale reconnaît que la dernière semaine a été particulièrement éprouvante pour elle. Les fermetures temporaires de stations à Montréal surviennent au moment même où 75 stations sont également fermées en Ontario par manque de carburant.

Le 15 février, un incendie a partiellement endommagé la raf-

finerie Esso de Nanticoke, près du lac Érié.

L'installation, qui fournit 5 % de l'essence au Canada, a dû couper sa production de moitié.

En plus des 75 stations Esso, d'autres bannières ont également dû fermer leurs pompes par manque d'essence.

« Nous avons des contrats d'approvisionnement avec Esso à

Toronto. Certaines de nos stations ont dû fermer dans cette région », reconnaît Louis Forget, de chez Ultramar.

Mais si l'incendie de Nanticoke a considérablement perturbé les activités d'Esso en Ontario, M. Théberge assure que cet incident n'est pas du tout lié aux fermetures de stations-service à Montréal.

« C'est vraiment deux événements séparés. À Montréal, la pénurie est seulement due à la baisse du volume d'approvisionnement de Shell », répète M. Théberge, qui ignore quand la situation retournera à la normale.

En Ontario, la Compagnie pétrolière Impériale prévoit que tout sera rentré dans l'ordre au courant de la semaine.

## Les cercueils de la famille de Jésus retrouvés ?

TORONTO STAR

Un réalisateur canadien de films documentaires annoncera aujourd'hui en conférence de presse avoir trouvé des preuves solides que des boîtes funéraires de calcaire déterrées à Jérusalem sont celles de Jésus et de sa famille.

Cette découverte, 2000 ans plus tard, pourrait avoir de profondes implications, ébranlant les fondements de la foi moderne et relançant les conjectures soulevées par le roman de Dan Brown, *Le Code Da Vinci*, selon lesquelles Jésus

aurait eu un enfant avec Marie Madeleine.

« C'est renversant. C'est une tout autre réalité », a affirmé le documentariste torontois Simcha Jacobovici au *Toronto Star*, la semaine dernière.

Le documentaire, intitulé *The Lost Tomb of Jesus (La tombe perdue de Jésus)*, prétend que le cercueil de Jésus a été retrouvé, ainsi que son ADN, une affirmation qui sera certainement accueillie avec scepticisme, voire hostilité, par plusieurs.

Si James Tabor, directeur des études religieuses à l'Université de Caroline du Nord et consultant

abondamment cité dans le film, estime avoir vu assez de preuves pour être convaincu, Amos Kloner, professeur à l'Université Bar Ilan à Jérusalem, qui a fouillé la tombe à l'origine du film de Jacobovici, n'y voit « qu'une belle histoire mais sans preuve aucune ».

Cette tombe a été découverte en 1980 dans le quartier de Talpiot, lors de la construction d'un immeuble.

Les archéologues n'ont eu que trois jours pour fouiller le site et faire l'inventaire des objets qui s'y trouvaient. Parmi ceux-ci, 10 boîtes funéraires et trois crânes.

Des noms, assez communs au temps de la Bible, étaient gravés sur six cercueils, à savoir Jésus fils de Joseph, Judas fils de Jésus, Maria, Mariamne, Joseph et Mathieu.

Ce n'est que 15 ans plus tard qu'un documentaire très critiqué de la BBC affirma que c'était là le tombeau de la famille de Jésus.

Pour son film, Jacobovici a fait analyser l'ADN des ossements de deux boîtes, celle portant le nom de Jésus fils de Joseph, et celle de Mariamne (Marie Madeleine en grec).

Selon ces analyses, les deux défunts n'étaient pas du même

sang, et étaient probablement mariés.

Selon l'archéologue James Tabor, on ne pourra écarter la thèse de *La tombe perdue de Jésus* aussi facilement que celles du roman de Dan Brown, qui prétendait que Jésus et Marie Madeleine auraient eu une fille, dont la descendance aurait été cachée pendant des siècles.

« Cette fois, c'est de l'archéologie. Nous avons le cercueil, nous avons les ossements. Je crois que nous pouvons dire, en toute probabilité, que Jésus a eu ce fils, Judas, sans doute avec Marie Madeleine », a-t-il indiqué au *Star*.

### Venez découvrir de nouvelles idées

✓ Bois et outils □ Matériaux artistiques □ Scrapbooking □ Peinture décorative □ Perles et bijoux □ Artisanat et bien d'autres

**Brico Expo**  
le rendez-vous du bricolage 2007



Le plus important **Salon**  
dédié au **bricolage**  
*pour toute la famille!*

Place Forzani, Laval  
2, 3 et 4 mars 2007

vendredi : 10 h à 21 h

samedi : 10 h à 21 h

dimanche : 10 h à 17 h

Ateliers, conférences et démonstrations présentés gratuitement tous les jours

Inscrivez-vous en ligne et courez la chance de participer à des ateliers avec des célébrités

www.brico-expo.com

Stationnement extérieur gratuit  
Garderie sur place et service de vestiaire disponible

\*sur présentation de la carte étudiante

Adultes	10,00 \$
Étudiants (6 à 17 ans)*	5,00 \$
Enfants (5 ans et moins)	Gratuit

ÉDUCATION

# La Coalition stoppons la réforme fait ses classes

ARIANE LACOURSIÈRE

La Coalition stoppons la réforme rêve du jour où le gouvernement du Québec, à l'instar de celui du canton de Genève, en Suisse, abandonnera sa réforme scolaire.

Dans l'espoir d'y arriver un jour, l'organisme s'est longuement entretenu hier après-midi avec l'Association refaire l'école de Genève, qui a amené les autorités du canton à abandonner le

renouveau pédagogique en septembre dernier.

**Les bulletins sans notes décriés**

Lors de cet échange par vidéo-conférence, les participants ont tout d'abord critiqué sévèrement les bulletins sans notes, l'impossibilité de faire redoubler les élèves et plusieurs autres éléments de la réforme scolaire du Québec, calquée sur celle de Genève.

Trois membres de l'Association refaire l'école (ARLE) ont

ensuite offert leurs conseils à leurs homologues québécois.

« Il ne faut jamais lâcher. Vous aurez parfois l'impression que tout le monde est contre vous. Mais dans le fond, c'est souvent le même groupe de crapules qui tente de vous stopper », a dit Jean Romain, de l'ARLE.

M. Romain a ensuite ajouté que pour avoir l'appui de la population, la Coalition devrait prendre le temps d'expliquer

qu'arrêter la réforme ne signifie pas revenir à un enseignement ancestral.

Les 300 professeurs, parents et membres de la Coalition stoppons la réforme qui étaient présents à la projection ont écouté attentivement ces suggestions.

**Message d'espoir**

« Dans le fond, c'est un message d'espoir que nos collègues nous ont livré aujourd'hui. Il

ne faut pas baisser les bras. D'autant plus que nous sommes en campagne électorale », a déclaré Nicole Frascadore, présidente de la Fédération autonome de l'enseignement qui milite au sein de la Coalition stoppons la réforme.

M<sup>me</sup> Frascadore a d'ailleurs laissé entendre que la Coalition entreprendra des démarches dans les prochains jours « pour que la réforme ne soit pas oubliée dans la campagne. »



## Giga, c'est géant.

**Voici nos nouveaux forfaits Giga. À partir de seulement 25\$/mois, vous obtenez:**

- Appels locaux entrants illimités<sup>1</sup>
- Appels locaux illimités entre clients de Bell Mobilité ou de Solo<sup>MC2</sup>
- Appels illimités à un numéro de téléphone résidentiel de Bell de votre choix<sup>2</sup>
- 50 minutes locales en tout temps et 50 minutes en prime<sup>3</sup>
- 1000 minutes locales soirs et week-ends



LG Fusic<sup>MC</sup>  
**79<sup>95</sup>\$**  
contrat de 3 ans  
(329,95\$ sans contrat)

**Disponible dans les magasins Bell suivants:**

- ANJOU**  
Les Galeries d'Anjou  
514 353-0257
- AUTEUIL**  
Entreprise Yaco enr.  
5330, boul. des Laurentides  
450 628-9366
- BELOEIL**  
Mail Montenach  
450 446-7176
- BROSSARD**  
Mail Champlain  
450 465-8759
- Quartier DIX30  
450 676-7844
- CHÂTEAUGUAY**  
Centre régional  
Châteauguay  
450 691-7665
- COATCOOK**  
18, rue du Manège  
Place J.R. Lefebvre  
819 849-9997
- COWANSVILLE**  
Domaine du Parc  
450 263-4444
- DELSON**  
5, Route 132  
450 635-9999
- DOLLARD-DES-ORMEAUX**  
3352, boul. des Sources  
514 684-6846
- 3699, boul. St-Jean  
514 626-8888
- DORION-VAUDREUIL**  
84, boul. Harwood  
450 424-1416
- DORVAL**  
Les Jardins Dorval  
514 631-1222
- DRUMMONDVILLE**  
2265, boul. St-Joseph  
819 478-5178
- Promenades  
Drummondville  
819 474-4433
- GATINEAU**  
Promenades de l'Outaouais  
819 246-2355
- GRANBY**  
688, rue Principale  
450 378-3618
- Galeries de Granby  
450 777-4058
- HULL**  
Action Solutions  
Radio inc.  
73, rue Jean-Proulx  
819 777-0999
- Galeries de Hull  
819 771-2716
- JOLIETTE**  
Boutique du Téléphone  
127, boul. St-Charles-  
Borromée Nord  
450 752-5030
- Les Galeries Joliette  
450 755-5533
- LACHINE**  
CBCI Telecom inc.  
2409, 46<sup>e</sup> Avenue  
514 422-3334
- LAFONTAINE**  
Cosat  
2121, boul. Labelle  
450 431-5122
- LASALLE**  
7567, boul. Newman  
514 368-8000
- Carrefour Angrignon  
514 364-3071
- LAVAL**  
1655, boul. St-Martin  
450 680-1010
- Carrefour Laval  
450 681-3344
- Carrefour Laval (kiosque)  
450 978-7133
- Centre Laval  
450 680-2355
- Mégacentre Laval  
450 664-2502
- Metro Com Canada  
800, boul. Chomedey  
(120) Tour C  
450 687-4000
- LONGUEUIL**  
666, Place Transcanada  
450 463-7777
- Place Longueuil  
450 679-4558
- Triacom  
2771, boul. Jacques-  
Cartier Est  
450 928-2244
- MAGOG**  
Galeries Orford  
819 847-1117
- MONTRÉAL**  
9280, boul. de l'Acadie  
514 385-0770
- 5187, avenue Papineau  
(angle Laurier)  
514 526-2020
- 892, rue  
St-Catherine Ouest  
514 866-6686
- ABCO Telecom Inc.  
8900, rue Lajeunesse  
514 389-8900
- Boul. Décarie  
(angle Jean-Talon)  
514 739-7777
- CELLUMTL**  
Complexe Desjardins  
514 282-3388
- Centre Rockland  
514 340-1269
- Place Alexis-Nihon  
514 939-2439
- Place Dupuis  
514 844-1313
- Place Versailles  
514 353-8847
- Plaza Côte-des-Neiges  
514 342-5444
- Télécentre Québec  
6855, rue  
St-Jacques Ouest  
514 485-5222
- Tour Jean-Talon  
(rez-de-chaussée)  
514 270-1155
- MONTRÉAL-NORD**  
Place Bourassa  
514 322-3202
- MONT-TREMBLANT**  
517, rue de St-Jovite  
819 681-0404
- PINCOURT**  
Faubourg de l'Île  
(kiosque)  
514 453-0236
- POINTE-AUX-TREMBLES**  
12530, Sherbrooke Est  
514 645-4455
- POINTE-CLAIRE**  
Fairview Pointe-Clair  
514 630-4992
- REPENTIGNY**  
309, rue Notre-Dame  
450 585-4455
- Les Galeries Rive-Nord  
450 657-4455
- ROSEMÈRE**  
232, boul. Curé-Labelle  
450 979-3838
- Place Rosemère  
450 435-0024
- SALABERRY-DE-  
VALLEYFIELD**  
Centre commercial  
Valleyfield  
450 377-1256
- SHAWINIGAN**  
1, Plaza de la Mauricie  
819 539-8691
- SHERBROOKE**  
2700, rue King Ouest  
819 823-9994
- Carrefour de l'Estrie  
819 565-1605
- Gobeil et Filles  
4505, boul. Industriel  
819 563-0406
- SOREL**  
Les Promenades de Sorel  
450 742-6789
- ST-BRUNO-DE-  
MONTARVILLE**  
Les Promenades St-Bruno  
450 441-1535
- STE-AGATHE-  
DES-MONTS**  
80A, boul. Morin  
819 321-0265
- ST-EUSTACHE**  
Communications J.D.  
66, rue Dubois (107)  
450 974-7444
- Place St-Eustache  
450 623-8500
- ST-HUBERT**  
5190, boul. Cousineau  
450 676-9919
- 3879, boul. Taschereau  
450 926-2020
- ST-HYACINTHE**  
Galeries St-Hyacinthe  
450 778-1749
- ST-JEAN-SUR-RICHELIEU**  
391, boul.  
Séminaire Nord  
450 348-5210
- Carrefour Richelieu  
450 349-4400
- ST-JÉRÔME**  
Le Carrefour du Nord  
450 431-3926
- ST-LAURENT**  
J.D. Mobilité  
4232, rue Seré  
514 448-6650
- La Place Vertu  
514 335-2355
- ST-LÉONARD**  
6050, boul.  
Métropolitain Est  
514 257-9292
- Centre Le Boulevard  
514 376-2288
- ST-SAUVEUR-DES-  
MONTS**  
153, rue Principale  
450 240-0701
- TERREBONNE**  
Her-Comm  
1729, chemin Gascon  
450 964-7777
- Les Galeries Terrebonne  
450 964-7985
- TRACY**  
604, route Marie-Victorin  
450 746-7777
- TROIS-RIVIÈRES**  
5691, boul. Jean-XXIII  
819 376-6849
- Centre Les Rivières  
819 691-0482
- VICTORIAVILLE**  
567, boul. des  
Bois-Francis Sud  
819 357-7777
- La Grande Place  
des Bois-Francis  
819 357-5776

Aussi offert chez ces détaillants participants:



Visitez un magasin Bell 1 888 4MOBILE bell.ca



L'offre prend fin le 31 mars 2007. Offert avec les appareils compatibles, dans les zones de couverture du réseau principal et (ou) du réseau mobile haute vitesse Mobilité de Bell, là où la technologie le permet. Chaque forfait (minutes ou volume) est facturé sur une base mensuelle et les minutes pour toute utilisation (données ou voix) sont locales dans les zones de couverture Mobilité de Bell; sinon, des frais d'interurbain et d'itinérance (y compris des taxes étrangères) peuvent s'appliquer. D'autres frais, tels que, sur une base mensuelle, 9-1-1 (75¢), accès au réseau qui ne sont pas des frais du gouvernement (8,95\$/mois) et frais uniques d'activation (35\$) s'appliquent. Avec tout téléchargement, des frais d'utilisation d'Internet mobile de 5¢/Ko s'appliquent si vous n'êtes pas déjà abonné au service Internet mobile illimité et des frais peuvent s'appliquer pour le contenu. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Modifiable sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) S'applique aux appels reçus à l'intérieur de votre zone d'appels locale; 30¢/min. (2) Réservez avec une nouvelle activation d'un nouveau téléphone dans le cadre d'un contrat de 3 ans à un forfait Giga appels entrants 25. Les bonis s'appliquent pendant la durée initiale du contrat. Les appels locaux illimités entre clients s'appliquent au temps d'antenne durant les appels; frais d'interurbain en sus. Les appels locaux à un numéro s'appliquent aux appels faits à un seul numéro désigné. (3) Les minutes en prime s'appliquent pendant la durée initiale du contrat d'au moins 1 an. Solo est une marque de commerce de Solo stratégie de marque inc., utilisées sous licence. Fusic est une marque de commerce de LG Electronics inc.

## ACTUALITÉS

## Plaidoyer pour rouler à l'année



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

Une trentaine de cyclistes se sont réunis hier après-midi au parc LaFontaine pour demander à la Ville de Montréal de rendre les pistes cyclables accessibles toute l'année. Armés de pelles, ils ont déneigé une portion de piste cyclable et ont roulé sur ces quelques mètres pour donner l'exemple à l'administration municipale. — Ariane Lacoursière

## ERREUR DES POMPIERS DE MONTRÉAL

## Montréal paiera 120 000 \$

ÉRIC CLÉMENT

Une erreur de jugement des pompiers de Montréal lors d'un incendie dans une école du quartier Ville-Émard-Côte-Saint-Paul aura coûté très cher à Montréal : la Ville vient de régler ce dossier hors cour pour environ 120 000 \$.

Le 14 avril 2003, un incendie était survenu vers 22 h 30 à l'école primaire Saint-Jean-de-Matha, située au 6970, rue Dumas. Déclenché par la foudre, il avait détruit ses deux unités préfabriquées où étaient logées les classes de maternelle. L'établissement a été fermé durant une semaine. Selon la Ville de Montréal, le service des incendies s'est présenté sur les lieux pour intervenir et est reparti vers 1 h 30, « en considérant que l'incendie était complètement maîtrisé ».

## Rappel sur les lieux

Mais dans la même nuit, vers 3 h, les pompiers ont été rappelés sur les lieux alors qu'un incendie avait éclaté dans un mur de l'école adjacent aux unités préfabriquées. Estimant que le Service de la prévention des incendies (SPIM) avait mal fait son travail, la Commission scolaire de Mon-

tréal et le procureur général du Québec ont poursuivi la Ville en décembre 2003 pour 231 458 \$.

Selon les conclusions des enquêteurs en recherche de cause d'incendie du SPIM, le deuxième incendie était dû à la présence de tisons toujours actifs après le départ des pompiers. Compte tenu de la responsabilité de ces derniers, la Ville a entrepris des négociations avec la CSDM et le procureur général du Québec qui agissait dans ce dossier conformément au Régime d'indemnisation pour les dommages causés aux biens des commissions scolaires.

L'expert de la Ville a estimé les dommages à 117 744 \$, dont 110 114 \$ iront au ministre des Finances et 7630 \$ à la CSDM. Les frais judiciaires sont d'environ 1630 \$.

Les pompiers montréalais ont-ils tendance à quitter trop tôt une scène d'incendie? Que s'est-il passé ce soir-là pour que les pompiers quittent les lieux de l'incendie trois heures après leur arrivée? Embarrassé, le service des communications du SPIM n'a pu répondre à ces questions.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste : eric.clement@lapresse.ca

vacances  
**TMR**  
TOURSMONT-ROYAL.com

PARIS  
SANS SURPRISES!!!

590\$ TAXES  
COMPRISES  
\*ALLER-RETOUR

COMPAREZ, MAIS COMPAREZ BIEN!

WWW.TOURSMONT-ROYAL.COM

3464177A

NON COMPRIS: les frais de contribution au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50 \$ par 1 000\$.  
COMPRIS: Les taxes, le vol sur Corsair, prix par pers. Valide pour nouvelles réservations jusqu'au 15 mars 2007. \*DÉPARTS EN AVRIL, RETOURS AVANT LE 3 JUIN 2007. TITULAIRE D'UN PERMIS DU QUÉBEC.

## EN BREF

## Happé et tué par un véhicule

Un livreur d'un commerce de meubles est mort de façon horrible hier matin, à Brossard, sur la Rive-Sud. La victime, Neset Karakilic, 26 ans, déchargeait des meubles de son camion lorsqu'il a été happé par une automobile.

Il est resté coincé entre les deux véhicules. Le conducteur du véhicule fautif aurait omis de dégivrer le pare-brise de sa voiture, ce qui aurait obstrué considérablement sa vision. En fin de journée hier, on apprenait qu'aucune accusation ne sera finalement retenue contre ce conducteur, qui aurait pu avoir été ébloui par le soleil, selon la police municipale de Longueuil. Le drame s'est produit rue Saguenay.

— Presse Canadienne

## La tranquillité d'esprit



## IMPREZA Équipement de série

- Moteur SUBARU BOXER de 2,5 L à quatre cylindres opposés horizontalement
- 173 ch, couple de 166 lb-pi
- Transmission manuelle à 5 rapports (5MT) ou transmission automatique à contrôle électronique direct à 4 rapports (4EAT) en option
- Traction intégrale symétrique à prise constante

- Roues de 16 po avec jantes en alliage d'aluminium
- Chaîne audio AM/FM/lecteur CD, 4 haut-parleurs
- Climatiseur avec système de filtration d'air
- Freins ABS avec distribution électronique de la force de freinage (EBD)
- Et beaucoup plus

## IMPREZA BERLINE

En location à partir de

259\$  
\* taxes en sus

Taux de location  
3,8 % /48 mois

## IMPREZA SPORT FAMILIALE

En location à partir de

269\$  
\*\* taxes en sus

Taux de location  
3,8 % /48 mois

## FORESTER

Meilleur choix en sécurité pour les essais de collision frontale, d'impact latéral et de collision arrière selon le *Insurance Institute for Highway Safety* ([www.iihs.org](http://www.iihs.org)).

INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY



En location à partir de

319\$  
\*\*\* taxes en sus

Taux de location  
3,8 % /48 mois



Collez à la route avec le légendaire système à traction intégrale symétrique à prise constante de Subaru.

JOHN SCOTTI SUBARU SAINT-LEONARD

CARREFOUR SUBARU AUTO SAINTE-ROSE, LAVAL

SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY

SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES

JOLIETTE SUBARU JOLIETTE

SUBARU SAINTE-AGATHE SAINTE-AGATHE DES-MONTS

SUBARU RIVE-SUD GREENFIELD PARK

SUBARU DES SOURCES DOLLARD DES ORMEAUX

SUBARU AUTO CENTRE MONTREAL

CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY

SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE

LACHUTE SUBARU BROWNSBURG

SUBARU SAINT-JÉRÔME SAINT-JÉRÔME

Traction intégrale



SUBARU

www.subaru.ca

Rapport de vérification de l'Agence de revenu du Canada

# Le fisc hésite devant les grandes entreprises

DEAN BEEBY  
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Les contrôleurs du fisc du gouvernement fédéral hésiteraient à demander aux plus grandes entreprises canadiennes certains documents financiers essentiels pour ne pas miner leurs relations, révèle un rapport de vérification sur l'Agence de revenu du Canada (ARC).

Cette approche peureuse ne fait qu'ajouter au fardeau d'un programme qui doit récupérer chaque année 1,4 milliard en impôts non payés.

La vérification portait sur l'efficacité de l'ARC dans sa gestion d'un programme de 51 millions qui s'intéresse aux plus grandes compagnies canadiennes, celles dont le chiffre d'affaires annuel atteint plus de 250 millions.

L'agence affecte plus de 600 contrôleurs à la vérification des livres de ces 9400 entreprises, dont la plupart sont à Montréal, Toronto, Calgary et Vancouver.

Le rapport, daté d'octobre 2006, souligne une flopée de problèmes non résolus depuis leur identification par le vérificateur général du Canada, il y a une décennie. Ces lacunes sont liées à la planification,

la formation et la documentation. Les vérificateurs ont aussi découvert que moins de 4 % des 719 dossiers de contrôle achevés entre 1999 et 2003 l'avaient été dans les délais prescrits.

Ce constat est problématique puisqu'une fois que les entreprises publiques ont déposé leurs déclarations de revenus et reçu leur avis de cotisation, l'agence n'a que trois ans pour fixer une nouvelle cotisation.

Passé le délai de trois ans, la déclaration ne peut pas être réévaluée à moins que la compagnie accepte d'ignorer la date limite ou qu'il ne s'agisse d'un cas de fraude délibérée.

Selon le rapport de vérification, plusieurs contrôles sont complétés juste avant l'expiration de la période de trois ans – une situation semblable à celle identifiée en 1996 par le vérificateur général du Canada. Il y a 10 ans, la limite établie par la loi était de quatre ans.

Selon le rapport de vérification, le retard dans le traitement des dossiers est principalement dû au fait que les grandes entreprises ne fournissent pas certains documents financiers essentiels à temps.

Par exemple, dans un échantillon de 16 dossiers pour lesquels les entreprises ont volontairement

accepté un échéancier pour la cession de leurs livres, les vérificateurs ont découvert que seulement cinq d'entre elles avaient respecté cet échéancier.

Des responsables de l'agence ont indiqué aux vérificateurs qu'ils hésitaient à forcer la main des entre-

prises de peur que cela n'entraîne « l'érosion de la coopération de contribuables dont ils jouissent ».

Le rapport conclut : « Si l'agence est perçue par le contribuable comme étant hésitante à utiliser les outils légaux de mise en application, l'objectif du traitement des

dossiers contrôlés dans les délais prescrits pourrait être plus difficile à atteindre. »

Selon la porte-parole de l'ARC, Colette Gentes-Hawn, il pourrait s'écouler « un certain nombre d'années avant d'obtenir les résultats escomptés ».

Résultats des tirages du: 2007-02-25

6/6 02 04 09 10 12 14 16 17 20 28  
29 33 35 44 51 52 53 62 69 70

Extra 6212250\*  
500 000 \$

11 OCTOBRE 38 VERSEAU

Résultats des tirages du: 2007-02-24

649 04 06 15 13  
33 38 40 compl.(C)

Quebec 07 12 18 11  
37 40 45 compl.(C)

GAGNANTS LOTS GAGNANTS LOTS

6/6	0	3 874 981,00 \$	6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+c	5	55 356,80 \$	5/6+c	1	50 000,00 \$
5/6	88	2 598,20 \$	5/6	18	500,00 \$
4/6	5 621	77,00 \$	4/6	853	50,00 \$
3/6	107 372	10,00 \$	3/6	16 011	5,00 \$
2/6+c	85 298	5,00 \$			

Ventes totales: 13 433 724 \$  
Prochain gros lot (approx.): 8 000 000 \$

Extra 1719326\*  
500 000 \$

PLUS QUE 3 JOURS AVANT LE GRAND TIRAGE !

## PASSEPORTS OBLIGATOIRES

### Une solution de rechange?

BETH GORMAN  
PRESSE CANADIENNE

WASHINGTON — Les chances que les autorités américaines acceptent une solution de rechange au passeport obligatoire sont meilleures, affirme le premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty.

En compagnie de deux autres premiers ministres provinciaux, M. McGuinty amorçait hier une mission de lobbying pour tenter de faire reporter l'entrée en vigueur de cette mesure de sécurité à la frontière avec les États-Unis.

Le premier ministre ontarien voudrait substituer au passeport obligatoire un nouveau permis de conduire hautement sécuritaire. Il a souligné que le secrétaire à la Sécurité intérieure des États-Unis,

Michael Chertoff, s'est récemment dit prêt à envisager d'autoriser les permis de conduire comme preuve d'identité, si ceux-ci respectent certaines normes.

Mais d'abord, font valoir les premiers ministres Gary Doer, du Manitoba, et Shawn Graham, du Nouveau-Brunswick, les responsables américains doivent prendre tout le temps que leur a donné le Congrès – soit jusqu'en juin 2009 – pour mettre en application les exigences en matière de passeport aux points d'entrée terrestres et maritimes. S'ils tentent d'avancer son entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2008, ils vont entraver la circulation à la frontière et nuire aux relations – notamment commerciales – entre les deux pays, a affirmé M. Graham.

## Deux homicides à Montréal

Les 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> homicides de l'année sont survenus à quelques heures d'intervalle, hier, à Montréal. Le premier est survenu à LaSalle un peu avant 13 h. Alors qu'il roulait à bord de sa voiture sur la rue Riverside, un homme de 26 ans a subitement approché un piéton. Le conducteur est descendu de son véhicule et a interpellé le piéton âgé d'une vingtaine d'années. La discussion entre les deux hommes a rapidement dégénéré. Le piéton a brandi une arme et fait feu sur son vis-à-vis avant de s'enfuir en courant. Atteinte au thorax, la victime est remontée à bord de sa voiture et a tenté d'aller chercher de

l'aide. Son véhicule s'est toutefois immobilisé quelques mètres plus loin. À l'arrivée des policiers, le conducteur était inconscient. Son décès a été constaté à l'hôpital. Vers 20 h dans le quartier Ville-roy, cinq hommes ont pénétré à l'intérieur d'un logement situé à l'intersection des rues Papineau et Jarry. Ils ont fait feu sur leur victime, un jeune homme âgé d'une vingtaine d'années dont le décès a été constaté à l'hôpital. Plusieurs personnes étaient présentes dans l'appartement au moment du drame. Les cinq suspects ont pris la fuite et sont toujours recherchés.

— Ariane Lacoursière



# 500 000

élèves et parents aidés gratuitement pour les devoirs.

[www.alloprof.qc.ca](http://www.alloprof.qc.ca)

Merci à nos partenaires







## ANGLAIS

CONVERSATION OU ANGLAIS DES AFFAIRES  
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue

À temps partiel et semi-intensif | COURS INTENSIF  
matin, après-midi, soir, samedi de jour, 25 h/semaine  
1 à 7 fois/sem. • 375 \$/45 h\* 165 \$ à 183 \$/semaine\*

\*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 \$

Formation en Entreprise adaptée à vos besoins  
Cours privés : toutes les langues

*Converlang*

école de langues postmoderne  
accréditée par Emploi-Québec

1160, boul. St-Joseph Est, 3<sup>e</sup> étage, Montréal  
(514) 278-5309 [www.converlang.com](http://www.converlang.com)

## Je choisis l'épilation par laser!




parce que je pense à moi  
1 877 EPIDERMA

[www.epiderma.ca](http://www.epiderma.ca)

Pour l'épilation par laser, l'epidermabrasion<sup>MC</sup> ou pour la crème des soins BIO...



BLAINVILLE: 31, boul. de la Seigneurie Est, bur. 205  
CATINEAU: 365, boul. Gréber, bur. 101  
GREENFIELD PARK: 4896, boul. Taschereau, bur. 280 (voisin du restaurant Bâton Rouge)  
KIRKLAND: Place Grilli 3535, boul. Saint-Charles, bur. 404  
LAVAL/CHOMEDEY: 1435, boul. Saint-Martin Ouest bur. 607 (angle McNamara)  
LAVAL/STE-DOROTHÉE: 3, boul. Samson  
MONTRÉAL: 999, de Maisonneuve Ouest (angle Metcalfe) Peel

MONTRÉAL: 255, Crémazie Est, bur. 80 (angle Henri-Julien) Crémazie  
SAINT-HYACINTHE: 3070, boul. Laframboise, bur. 1300  
SAINT-LÉONARD: 6359, boul. Jean-Talon Est, bur. 203 (angle Langelier)  
SHERBROOKE: 2655, King Ouest, bur. 124 (près de l'Hôtel Delta)  
TERREBONNE: 950, montée des Pionniers, bur. 390 (voisin de l'Hôpital Pierre LeGardeur)  
TROIS-RIVIÈRES: 5195, boul. des Forges, bur. 104



## Les chansons de Sophie

# 9h

Du lundi au vendredi

Réalisation: Catherine Dupuy



## ESPACE MUSIQUE

# 100,7 FM

[www.radio-canada.ca/radio](http://www.radio-canada.ca/radio)



# MONDE

Les nouvelles internationales  
en continu sur [cyberpresse.ca/monde](http://cyberpresse.ca/monde)

## LE TOUR DU GLOBE

### IRAK Attentat suicide à l'université : 41 morts

Un attentat suicide a fait au moins 41 morts et 46 blessés devant l'entrée d'un campus universitaire de Bagdad hier, a annoncé la police. La plupart des victimes sont des étudiants qui se trouvaient à l'extérieur de l'Université d'économie et de gestion de Bagdad, selon la police. Le kamikaze a fait exploser sa ceinture d'explosifs près de l'entrée principale de l'université, où il venait d'être repéré par les vigiles qui tentaient de l'empêcher d'entrer. L'établissement visé est situé dans un quartier chiite, mais ses étudiants sont originaires de différentes communautés. Il dépend de l'Université de Moustansiriyah, elle-même visée par un double attentat à la voiture piégée le mois dernier, dans lequel 70 personnes avaient trouvé la mort. — AP

### ÉTATS-UNIS Pour une « OPEP de l'éthanol »

Le président des États-Unis, George W. Bush, va proposer au Brésil de créer « une sorte d'OPEP de l'éthanol », lors de sa visite le 9 mars, a indiqué hier le quotidien *O Estado* de Sao Paulo. « Bush veut jeter les bases d'un marché de l'hémisphère, qui garantisse un approvisionnement stable en biocarburants avec une production diversifiée dans toute la région », assure le quotidien. *O Estado* ajoute que, pour cela, le Brésil et les États-Unis doivent former des sociétés avec participation d'intérêts privés pour implanter des usines d'éthanol en Amérique centrale. Les deux pays représentent actuellement 70 % de la demande mondiale d'éthanol avec une production de l'ordre de 17 milliards de litres chacun. — AFP

### ISRAËL Pas de guerre cette année

Le chef du Mossad (sécurité extérieure) a écarté le risque qu'une guerre éclate au Proche-Orient en 2007, lors d'une intervention hier devant le gouvernement israélien, réuni pour examiner les évaluations des divers services de renseignements. « Il n'y a pas de risque de guerre au Proche-Orient en 2007 », a déclaré le général Méir Dagan, cité par un haut responsable israélien. Le chef des renseignements militaires, le général Amos Yadlin, a cependant présenté une évaluation moins optimiste. « L'environnement stratégique d'Israël est moins stable qu'il ne l'était », a mis en garde le général Yadlin, cité par cette même source. L'instabilité croissante en Irak et le programme nucléaire iranien posent des « dangers plus importants que ceux de ces dernières années », a-t-il souligné. « La probabilité d'un conflit déclenché à l'initiative de la Syrie est faible, mais le risque que la Syrie réagisse militairement à une action militaire israélienne est grand », a-t-il dit. — AP

### ÉTATS-UNIS Les droits des gais devant le Congrès

Le Congrès américain examinera mercredi la possibilité d'autoriser les homosexuels déclarés à servir dans l'armée. Les élus pourraient ainsi renverser la politique américaine du « don't ask, don't tell », qui invite les gais et lesbiennes à taire leurs préférences quand ils portent l'uniforme. Si l'approbation de ce projet de loi demeure incertaine, deux autres textes sur les droits des gais devraient, en revanche, être adoptés sans difficulté, maintenant que les démocrates sont majoritaires dans les deux Chambres; ils portent sur la discrimination au travail et les crimes haineux. Dans la perspective où ces textes sont adoptés, ils seront ensuite transmis à la Maison-Blanche. Les analystes ignorent par contre si le président George W. Bush les ratifiera ou leur opposera son veto. — AP

### SOMALIE Des pirates s'emparent d'un cargo des Nations unies

Des pirates se sont emparés hier d'un cargo affrété par le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies au large de la côte nord-est de la Somalie, et ont pris en otage son équipage. C'est la première fois que des pirates s'emparent d'un navire au large des côtes somaliennes depuis que les forces gouvernementales somaliennes, appuyées par l'armée éthiopienne, ont chassé les islamistes du pouvoir, à la fin de l'an dernier. « Le MV Rozen avait été affrété par le PAM, il se dirigeait vers Mombasa (dans le sud du Kenya) quand les pirates s'en sont emparés » au large du Puntland, enclave semi-autonome du nord-est de la Somalie, a confirmé Abdoulaziz Mohamed Hamud, responsable de la compagnie Motaku Shipping Agencies, qui gère le bateau. « Nous ne savons pas où se trouve le navire parce que nous ne pouvons pas communiquer avec l'équipage », a-t-il ajouté. L'équipage du bateau est composé de six Kényans et six Sri-Lankais, dont le capitaine. — AFP

## France Convention du Front national



Jean-Marie Le Pen a tenu sa convention présidentielle à Lille, où il a obtenu ses meilleurs scores à l'élection présidentielle de 2002. PHOTO PASCAL ROSSIGNOL. REUTERS

# C'est la faute des immigrants

FRÉDÉRICK LAVOIE  
COLLABORATION SPÉCIALE

LILLE, France — Qu'est-ce qui se trouve à l'origine de tous les maux de la France? « L'immigration massive », assure Jean-Marie Le Pen, pour la cinquième fois candidat d'extrême droite à la présidentielle française. Ou plutôt, les politiciens qui ont permis aux « miséreux de toute la planète » d'envahir l'Hexagone.

Ici, pas question d'accommodement raisonnable. Celui qui avait causé une onde de choc en 2002 en se faufilant au deuxième tour de la présidentielle prévoit carrément renvoyer les immigrants dans leur pays d'origine s'il est élu.

Selon lui, les quatre millions d'immigrés entrés en France au cours des sept dernières années, « pour la plupart

régions frappées de plein fouet par les réalités de l'économie mondialisée, comme le Nord.

À Lille, où Jean-Marie Le Pen a présenté son « programme de gouvernement » hier, on est passé d'un extrême à l'autre. Après avoir longtemps soutenu les communistes, l'électorat vote maintenant Front national. En 2002, c'est ici que Jean-Marie Le Pen a obtenu ses meilleurs résultats, avec 19 % des voix, plus que tous les autres candidats au premier tour.

En rejetant la majeure partie des problèmes de la France sur le dos des immigrants, le discours de Le Pen trouve écho chez les « Franco-français » des zones urbaines à forte concentration d'immigrés, explique la politologue Nonna Mayer, auteure de plusieurs livres sur le FN. Et à chaque élection, il élargit son

les plus radicaux qui retiennent l'attention et contribuent à « diaboliser » le parti et son chef. « Certains de nos électeurs croient qu'on va mettre les immigrants sur des bateaux et qu'on va les faire couler dans la Méditerranée! lance Dominique Slabolepszy, conseiller régional du Front national et petit-fils d'immigrant polonais. Il y a une partie de notre électorat qui est excédée et qui est prête à tout pour faire changer les choses. »

### Dur, dur d'être frontiste

Selon les sondages, le leader du Front national devrait recueillir 11,5 % des suffrages au premier tour de la présidentielle le 21 avril. Mais en 2002, alors qu'on lui attribuait 8 % des voix au premier tour... il en a obtenu 16,9 %!

Rien de plus difficile que d'évaluer le vote « lepéniste ». Les électeurs ont peur de lui apporter publiquement leur soutien. Même pour les militants, cela n'est pas simple. « Jamais je ne pourrais dire dans mon lycée que je suis un militant du FN », explique Jérémy Thebault, 17 ans, qui étudie en banlieue parisienne. « Franchement, je serais dans un sale état... »

« Les gens font des amalgames. En parlant de nous, ils passent de nationalistes, ce que nous sommes, à racistes, fascistes, jusqu'à nous traiter de nazis! Mais nous sommes simplement le parti de ceux qui aiment la France, assure Jérémy. Simplement d'entendre *La Marseillaise*, ça me donne des frissons. » Et justement, Jean-Marie Le Pen conclut chaque rassemblement du Front national en appelant ses militants à entonner l'hymne national français.

## Le chef du FN, Jean-Marie Le Pen, prévoit carrément renvoyer les immigrants dans leur pays d'origine s'il est élu.

sans formation et à la charge de la communauté nationale », ont coûté 50 milliards d'euros par année aux Français (76 milliards de dollars canadiens).

L'immigration serait, à son avis, « la cause essentielle de l'appauvrissement généralisé » de la France. Le leader du Front national (FN), souvent accusé de tenir des propos aux relents xénophobes et antisémites, veut avant tout redonner à ses concitoyens « le privilège d'être Français ». Élu, il établirait un système de « préférence nationale » à l'emploi et à l'aide sociale.

Et en France, son discours en séduit plusieurs. Particulièrement dans les

public. Au fil des ans, il a ainsi su rallier les patrons de PME, les jeunes ouvriers déçus du socialisme, puis les agriculteurs. « Les probabilités de voter pour Le Pen doublent chez les gens qui n'ont pas de bac », l'équivalent d'un diplôme secondaire, expose M<sup>me</sup> Mayer.

Si le Front national se défend d'être raciste, les minorités culturelles ne se bousculent pas pour y militer, à en juger par la blancheur du parterre de quelque 2000 partisans venus acclamer Le Pen hier à Lille.

Même si la majeure partie des militants du FN s'en tient à la ligne officielle anti-immigration, ce sont souvent

# L'Iran teste une fusée « avec succès »

AGENCE FRANCE-PRESSE

TÉHÉRAN — L'Iran a testé avec succès sa première fusée spatiale, a rapporté hier la télévision d'État, un geste pouvant être interprété comme une tentative supplémentaire du pays de s'affirmer comme une puissance régionale incontournable.

« La première fusée a été envoyée avec succès dans l'espace », a affirmé la télévision d'État, sans donner de détails sur sa portée et sa puissance. Les images du lancement n'ont pas été montrées.

« Cette fusée est porteuse de matériel de recherche fabriqué par les ministères de la Défense et de la Science », a déclaré Mohsen Bahrami, chef du Centre de recherche aérospatiale.

« L'objectif de cette fusée, qui atteint une altitude maximale de 150 km, est d'aider au progrès scientifique et à la recherche », a déclaré Ali Akbar Golrou, adjoint du chef du Centre de recherche aérospatiale, selon l'agence Fars. Selon la Fédération internationale

de l'aéronautique, l'espace commence à une altitude de 100 km.

« Cette fusée ne sera pas mise en orbite. Après son lancement, elle reviendra sur terre à l'aide d'un parachute », a ajouté M. Golrou.

« Tous les tests ont été menés dans les unités industrielles du pays selon les normes internationales. Et l'assemblage de la fusée a été réalisé par les experts de Centre de recherche aérospatiale et du Centre d'ingénierie du ministère de l'Agriculture », a dit M. Bahrami.

### Téhéran mise sur l'aérospatiale

Les responsables iraniens ont exprimé ces derniers mois leur volonté de développer une industrie aérospatiale, notamment pour lancer des satellites commerciaux et de recherche.

Les industries du ministère de la Défense travaillent dans les domaines « de la construction de satellites et de fusées capables de lancer des satellites », a déclaré le ministre iranien de la

Défense Mohammad Najar, cité hier par la presse.

« Les sanctions des ennemis n'ont pas empêché le développement de l'industrie aérienne, aérospatiale et électronique », a-t-il affirmé, en référence aux sanctions votées en décembre par le Conseil de sécurité de l'ONU après le refus de Téhéran de suspendre l'enrichissement d'uranium.

Cette annonce intervient dans un contexte de tensions accrues entre l'Iran et les pays occidentaux à propos du programme nucléaire iranien.

Un rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), commandé en décembre par le Conseil de sécurité, a constaté jeudi que loin d'avoir suspendu ses activités d'enrichissement d'uranium, l'Iran les avait augmentées.

Après la publication du rapport, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France se sont déclarés favorables à un durcissement des sanctions pour amener l'Iran à suspendre l'enrichissement.



# CIRCUITS EUROPE

## LES PLUS VENDUS DEPUIS TOUJOURS

[www.circuitseurope.com](http://www.circuitseurope.com)



## FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**  
 Guy Crevier > Président et éditeur  
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint  
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

## ÉDITORIAUX

## Un PQ inquiétant

APRATTE@LAPRESSE.CA  
ANDRÉ PRATTE

Exception faite de l'utilisation de l'expression « consultation populaire » pour dorer la pilule référendaire, la plate-forme électorale du Parti québécois est d'une franchise exemplaire quant à ce qui arriverait le lendemain d'une victoire de cette formation en ce qui a trait à la préparation de la souveraineté du Québec. Les quelques paragraphes consacrés à cette question proposent une démarche aussi radicale que celle mise de l'avant par Jacques Parizeau en 1994.

Les 30 autres pages du programme rendu public samedi ont beau porter sur ce que ferait le PQ comme gouvernement provincial, il est désormais clair que dès le matin du 27 mars, un gouvernement péquiste consacrerait une grande partie de son énergie à préparer non seulement le référendum, mais la transition vers l'indépendance. Ainsi,

**Le PQ d'André Boisclair propose une démarche aussi radicale que celui de Jacques Parizeau en 1994.**

On ferait voter par l'Assemblée nationale une « Constitution initiale du Québec ». On rédigerait « des dispositions relatives à la citoyenneté » et un énoncé de politique étrangère. On mettrait en place le « Forum du pays », un grand exercice de consultation populaire.

Le passage le plus consternant expédie en 11 lignes l'après-référendum, « la naissance du pays ». Pas un mot sur un partenariat, une association économique ou même un simple accord avec le Canada sur la liberté de circulation des personnes et des capitaux. Au lendemain d'un oui, des négociations seraient amorcées avec le gouvernement du Canada. Quel en serait l'objectif? Silence.

## Pas fort, Igor

AKROL@LAPRESSE.CA  
ARIANE KROL

Un fabricant peut-il passer par les centres de la petite enfance et les garderies pour mousser ses produits? C'est la stratégie choisie par Vachon pour faire connaître Igor, un petit gâteau en forme de gorille destiné aux 4 à 12 ans. Beaucoup de parents n'ont pas apprécié.

Les milieux de garde qui ont accepté de participer à l'opération ont reçu deux types d'outils promotionnels : des sacs cadeau, et du matériel pour enseigner une chorégraphie mettant en vedette Igor, la mascotte du produit. Les sacs étaient remis aux parents, mais contenaient des articles destinés aux enfants.

Les établissements étaient aussi invités à prendre part à un tirage. À gagner : 20 prix, d'une valeur maximale de 3000 \$ chacun, pour organiser une sortie de groupe de leur choix... en compagnie d'Igor, bien sûr.

L'Office de la protection du consommateur (OPC) enquête pour déterminer si cette campagne contrevient à la loi québécoise qui interdit la pub aux moins de 13 ans. Ce sera un test, car l'organisme reçoit très peu de plaintes du genre. Il faut dire que la consigne est plutôt bien respectée, surtout en télé, le médium le plus visible. Mais les tactiques promotionnelles ont beaucoup évolué depuis l'entrée en vigueur de cette législation, en 1980. Les sites Internet et certaines stratégies de marketing se trouvent aujourd'hui dans une zone grise.

Par contre, le PQ annonce à l'avance que ces négociations dureraient « au plus un an ». Si, durant cette période, le gouvernement souverainiste estimait qu'Ottawa se traîne les pieds, il ferait proclamer par l'Assemblée nationale l'indépendance du Québec. En clair, une sécession unilatérale.

Un tel geste plongerait le Québec dans les limbes juridiques et politiques. En effet, comme l'a établi la Cour suprême du Canada, dont l'avis en la matière fait autorité dans le monde, le droit international ne reconnaît pas de droit de sécession unilatérale aux peuples faisant partie d'un État établi. Si une population manifeste clairement sa volonté de se séparer, l'État central est tenu d'entreprendre des négociations. Mais un gouvernement indépendantiste québécois qui claquerait la porte de pourparlers avec le fédéral courrait le risque de perdre toute légitimité à la face du monde. « Des négociations résultant d'un tel référendum seraient difficiles, soulignait la Cour suprême. Les négociateurs devraient envisager la possibilité d'une sécession, sans qu'il y ait toutefois de droit absolu à la sécession ni certitude qu'il sera réellement possible de parvenir à un accord conciliant tous les droits et toutes les obligations en jeu. Il est concevable que même des négociations menées en conformité avec les principes constitutionnels fondamentaux aboutissent à une impasse. Nous n'avons pas ici à faire des conjectures sur ce qui surviendrait alors. En vertu de la Constitution, la sécession exige la négociation d'une modification (constitutionnelle). »

Voilà donc la démarche dans laquelle veut nous plonger André Boisclair. Où est-ce bien cela? Le texte de la plate-forme péquiste à ce sujet est tellement sibyllin qu'on se demande s'il ne résulte pas de négociations de dernière minute visant à rallier les « purs et durs ». Ainsi, de deux choses l'une : ou bien, sur la question cruciale de l'avenir politique du Québec, le PQ d'André Boisclair nous propose un programme radical, et donc périlleux. Ou bien c'est un programme bâclé. Dans un cas comme dans l'autre, les Québécois devraient s'en inquiéter.

Les conclusions de l'Office devraient permettre de tracer une frontière plus nette entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Cette interprétation ne sera pas seulement utile aux entreprises, mais aussi aux milieux de garde.

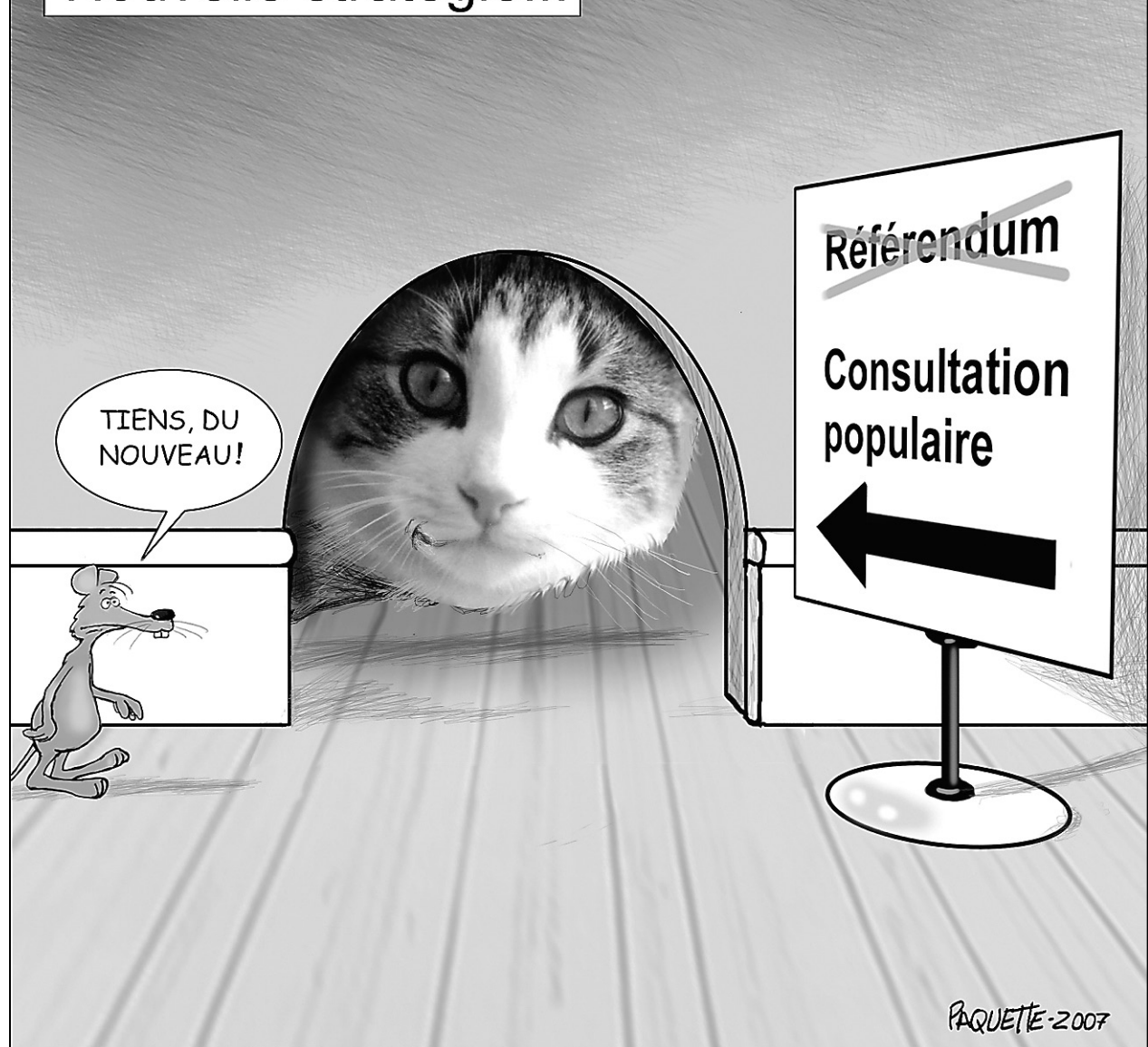
Sur les 435 établissements ciblés par Saputo, la société mère de Vachon, plus de la moitié a accepté de relayer le matériel promotionnel. C'est beaucoup. Plus étonnant encore : 75 autres auraient eux-mêmes contacté l'entreprise pour pouvoir participer à la campagne.

« Il est généralement inapproprié de faire la promotion d'un produit ou d'une marque auprès des enfants », a rappelé le ministère de la Famille dans une lettre aux CPE, garderies privées et bureaux de coordination de la garde en milieu familial la semaine dernière. L'Association québécoise des CPE a aussi appelé ses membres à la vigilance.

Québec devrait aller plus loin et énoncer des directives claires à l'intention de tous les milieux de garde, comme le ministère de l'Éducation l'a fait pour la pub et les commandites dans les écoles. C'est grâce à ce document que l'ex-ministre Legault a pu rappeler Kellogg's à l'ordre il y a sept ans. Le fabricant avait organisé un concours pour lequel les classes devaient soumettre un dessin collectif illustrant un char allégorique aux couleurs de la marque, et accepter que leurs photos soient utilisées à des fins publicitaires.

Les garderies et les CPE sont des organismes beaucoup plus autonomes que les écoles, mais ils doivent respecter plusieurs normes, notamment par rapport aux repas et à la taille des groupes. Filtrer la sollicitation commerciale devrait faire aussi partie de leurs obligations.

## Nouvelle stratégie...



Serge Paquette, collaboration spéciale

PAQUETTE-2007

DROITS RÉSERVÉS

## OPINION

## Honte au PQ!

On comprend l'objectif de cette séance de sémantique d'André Boisclair : le mot « référendum » porte, chez nous, le lourd fardeau de nos divisions

**DANIEL JOHNSON**  
 L'auteur est un ancien premier ministre du Québec et est avocat-conseil chez McCarthy Tétrault à Montréal.

Si André Boisclair devenait premier ministre du Québec, nous ne serons pas plongés dans un autre « référendum », mais serons plutôt conviés à une « consultation populaire »! Bon! Déjà que le PQ, depuis sa fondation il y a près de 40 ans, refuse généralement de dire les mots qui viendraient aisément pour énoncer clairement ce qu'ils conçoivent bien, pour paraphraser Boileau, le voilà maintenant atteint du mal de ne plus vouloir dire tout simplement comment il entendrait y arriver.

Pourtant, les mots ont un sens et certains ont une histoire, et à moins de vouloir encore jouer avec les mots (on se souviendra de « l'entente du 12 juin 1995 » lors du référendum de 1995), il ne faut pas avoir peur de dire vrai. Je ne serais cependant pas surpris que tout ce débat sémantique ne soit qu'une tactique électorale visant à faire oublier temporairement la raison d'être du PQ!

Fonder un nouveau pays signifie atteindre la plénitude de la souveraineté nationale, et en conséquence accéder à un siège aux Nations unies comme les autres pays membres à part entière de cette organisation. Mais ceux qui veulent mener le Québec à ce port ont le devoir de dire qu'il faudra faire l'« indépendance », donc se « séparer » du Canada dont nous faisons partie depuis 140 ans : il y aurait alors « sécession » du Québec, ou « partition » du Canada. Il faut au moins appeler les choses par leur nom! Passons sur les détails toujours sous le tapis de la négociation des conditions de départ avec le pays restant, fermement opposé à son propre affaiblissement, et dans lequel on retrouve un million de francophones qui croient, avec raison, que notre appartenance et notre rôle au Canada contribuent à leur développement culturel.

Si la cause que défend le PQ pourrait être une des plus grandes et nobles ambitions des peuples opprimés, je n'entends pas montrer ici, encore une fois, qu'elle n'est pas pertinente à notre situation, et que nous avons atteint une

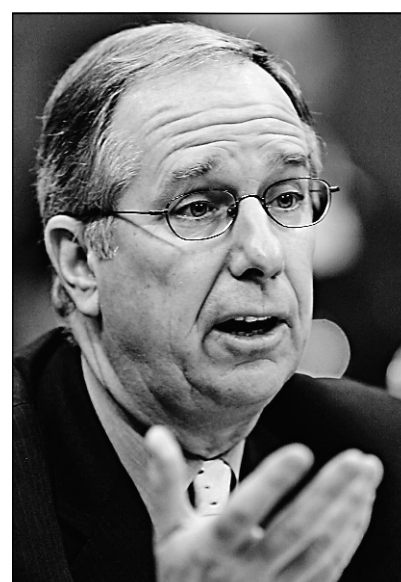


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Daniel Johnson

mesure de liberté et de prospérité que d'innombrables peuples nous envient. La cause sécessionniste exige cependant de ses chefs qu'ils manifestent un minimum de respect de leurs propres convictions, démontrent en tout temps la franchise qui permet de mesurer la ferveur de leur engagement et de comprendre les moyens qu'ils

**Comme le PQ sait déjà que les Québécois ne veulent pas de la séparation, ni de l'indépendance, ni de la sécession, même sous couvert de souveraineté, il découvre maintenant, tardivement, que nous ne voulons même pas d'un autre référendum.**

envisagent pour y donner suite, et fassent preuve d'honnêteté, de limpidité et de courage lorsqu'ils s'expriment. De son côté, en 1961, Marcel Chaput écrivait « Pourquoi je suis séparatiste », pour ensuite former le Rassemblement pour l'indépendance nationale avec Pierre Bourgault. Bourgault n'avait pas peur des mots, lui non plus. Ce fougueux partisan de la

création d'un pays du Québec, qui quitterait le Canada, a mis la barre haute, là où elle doit être. Lui et ses semblables savaient qu'on fonde un pays solide et durable si et seulement si une majorité solide et durable saisit pleinement l'enjeu, et le nomme sans détour, en toute connaissance de ce que ce nouvel avenir réserve. Les héritiers de ce tribunal de l'indépendance nationale ne disent plus vrai.

En cette campagne électorale 2007, le PQ montre de façon éclatante qu'il n'a pas ce courage. Il est instructif de savoir que le « souverainisme » est un mot qui n'existe presque seulement qu'ici pour décrire l'indépendance : la francophonie universelle et ses dictionnaires traitent ordinairement notre définition comme distincte et unique. Et comme le PQ sait déjà que les Québécois ne veulent pas de la séparation, de l'indépendance, ni de la sécession, même sous couvert de souveraineté, il découvre maintenant, tardivement, que nous ne voulons même pas d'un autre référendum. On tourne maintenant la page sur les référendums dont on ne veut plus, pour commencer le chapitre des consultations populaires qui seraient bienvenues. Le PQ devrait avoir honte de recourir aux artifices, lui qui se targue d'être le porteur de notre véritable identité, alors que cette prétention n'a pas empêché ses ténors de 1995 d'accuser sans vergogne les québécois fédéralistes d'avoir renoncé, eux, à leur identité québécoise.

On comprend l'objectif de cette séance de sémantique dans la plateforme du PQ : le mot « référendum » porte, chez nous, le lourd fardeau de nos divisions, contaminées par le recours aux épithètes les plus détestables, telles que « traîtres », « vendus », et autres accusations de lèse-souveraineté à l'endroit des Québécois qui, sincèrement, convoquent autrement notre destin en Amérique et dans le monde, à l'intérieur du Canada. Mais si on lui en donne l'occasion, comme l'a dit son chef sans l'écrire, le PQ nous entraînera à nouveau, de façon destructrice, sur la voie de la désunion.

Référendums, consultations ou scrutins populaires ou référendaires, appels au peuple à répétition : non merci!

# L'indépendance avant tout

**BERNARD DESGAGNÉ**  
L'auteur habite à Gatineau

Médias et politiciens en campagne électorale aiment les priorités. Tantôt la santé est la priorité, tantôt c'est l'éducation. Il faut s'occuper de l'économie ou rembourser la dette. Et puis, il y a l'environnement qui se dégrade et les routes qui tombent en ruine.

Dire que la santé, l'éducation ou l'environnement constitue la priorité d'un gouvernement est une tautologie. En fait, l'État a plusieurs missions fondamentales, qui sont souvent indissociables les unes des autres et qu'on pourrait toutes qualifier de prioritaires. Désigner un secteur d'intervention de l'État en particulier comme une priorité revient à échanger une tautologie pour une autre. Ce n'est pas très utile comme réflexion.

L'économie ne fonctionne pas sans l'éducation et les routes. La santé est inaccessible sans un environnement sain. La justice

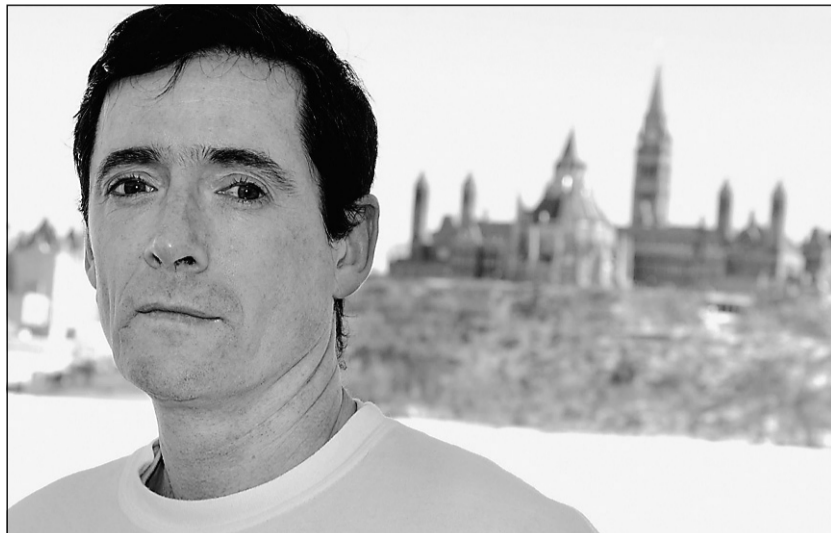


PHOTO PATRICK WOODBURY, LE DROIT

M. Bernard Desgagné devant le parlement d'Ottawa.

sociale n'est qu'un voeu pieux sans la richesse et la saine gestion des finances publiques. Le peuple n'existe pas sans la culture. Tout cela est évident. Avec l'obsession des priorités, on

finit par oublier que le progrès nécessite de la patience, de la persévérance, de la méthode et une vision globale. Il n'y a rien de pire pour la santé publique, selon moi, qu'un chirurgien

ministre de la Maladie dans un gouvernement obsédé par les salles d'urgence. Le gouvernement court comme une poule décapitée par la lame acérée des médias, sans jamais arriver à des résultats durables et sans jamais s'attaquer à la racine des problèmes.

## Maître de son destin

Le Québec tourne en rond parce qu'il n'est pas maître de son destin. Il n'a rien d'autre à faire, dans une campagne électorale à caractère strictement provincial, que d'ergoter sur des questions qui relèvent plus de la cuisine que de la réflexion. Notre gouvernement provincial est en fait une grosse régie régionale de la santé qui passe son temps à quémander de l'argent à Ottawa. Combien de temps encore allons-nous jouer à l'autruche devant le cul-de-sac qu'est le fédéralisme pour le Québec?

M. Charest a beau prétendre que M. Boisclair n'a pas d'idées,

agiter l'épouvantail référendaire et nous appâter avec les billets verts éphémères de Stephen Harper, il ne fait ainsi qu'éviter lui-même un débat beaucoup plus fondamental et prometteur que le recyclage des tautologies. Il s'agit d'un débat auquel M. Boisclair convie M. Charest ainsi que M. Dumont, mais auquel ces deux derniers refusent de participer franchement. Alors, messieurs Charest et Dumont, expliquez-nous donc pourquoi vous voulez que notre nation reste asservie et dominée par une autre nation.

Pourquoi entretenez-vous la peur des responsabilités plutôt que l'espoir de la liberté dans le coeur des Québécois? Pourquoi faites-vous le choix de la dépendance plutôt que de l'indépendance pour le Québec?

Voilà des questions fondamentales qui me semblent bien loin des tautologies habituelles et que l'on devrait mettre au coeur de la campagne électorale qui commence.

# Des conséquences graves et définitives

Décidément, les vieilles recettes douteuses perdurent au PQ. Après avoir proposé aux Québécois en 1995 une question alambiquée où on évitait de dire clairement aux électeurs qu'il s'agissait de se séparer du reste du Canada, afin d'arracher fallacieusement un OUI à ceux qui ne souhaitaient pas une séparation pure et simple, voici qu'on dissimule en 2007 la notion de référendum derrière le terme de consultation populaire, comme s'il s'agissait juste de sonder l'opinion des citoyens. Le PQ est conscient que ce nouveau terme résonnera inconsciemment dans l'esprit des électeurs comme quelque chose d'anodin, et masquera le fait que les conséquences de leur choix seront graves et définitives. Questions: le PQ a-t-il à ce point peur d'assumer clairement ses positions? Cherche-t-il à bernier la partie de la population qui n'est pas trop au fait de ces questions? Une victoire du OUI dans ces conditions puerait la malhonnêteté morale et ne serait guère glorieuse.

Philippe Riondel

## De homards à souris...

Le syndicaliste Marc Laviolette l'a dit: nous ne sommes plus des homards, nous sommes maintenant des souris... J'espère que les Québécois vont réaliser une fois pour toutes que rien n'a changé depuis Jacques Parizeau: le seul objectif du PQ est de «référender» jusqu'à l'obtention d'un OUI et de nous foutre alors dans la misère pour 50 ans. L'aventure du PQ nous a déjà coûté assez cher: l'énergie dépensée depuis plus de 40 ans à la question constitutionnelle a eu comme résultat que le Québec est l'un des États les plus taxés et les plus pauvres en Amérique du nord.

Jacques Paquette  
Varennes

## Un synonyme est un synonyme

Certains journalistes semblent s'être jurés que si les militants séquistes ne s'embourbent plus dans leurs débats sémantiques des années 70, ils le feront à leur place. Cet acharnement à voir dans chaque pièce de



PHOTO ROBERT SKINNER, LA PRESSE

Jean Charest

vocabulaire de la plate-forme du PQ une tentative de camouflage de l'option souverainiste est ridicule. André Boisclair en parle presque tous les jours depuis des semaines. À chaque fois qu'on lui demande si l'échéancier du «plus rapidement possible à l'intérieur du prochain mandat» tient toujours, il répète sans cesse que oui. Comment être plus clair? Quoi de plus normal que de vouloir mobiliser les souverainistes lorsque la

souveraineté est à 45% alors que le PQ est à 33%? Pourquoi «consultation populaire» plutôt que «référendum»? «Chat blanc, chat noir, l'important, c'est qu'il attrape la souris», répond avec raison Marc Laviolette.

Christian Gagnon  
Montréal

## Consultez le dictionnaire

Jean Charest aurait intérêt à consulter le dictionnaire lorsqu'il fait une déclaration: référendum et consultation veulent exactement dire la même chose. Pas fort en français, M. Charest.

Bernard Lavallée

## Arrêtons la sémantique

Que vous soyez séparatistes, indépendantistes ou souverainistes, le PQ fera un autre référendum ou, si vous voulez, une autre consultation

populaire lorsqu'il sera élu. Le problème, c'est que la population du Québec s'est déjà prononcée deux fois sur le sujet en l'espace de 15 ans. Donc, elle s'est déjà exprimée à 50% + 1 à deux reprises et elle a dit non. Mais pour le PQ (et son allié le Bloc), ça ne compte pas. Les Québécois qui se sont exprimés démocratiquement contre la séparation du Québec (ou pour le fédéralisme canadien) à deux reprises ne pourront jamais gagner ou régler la question. Pourquoi? Parce que le seul référendum valide pour le PQ (et son allié le Bloc) sera celui qu'il gagnera par 50% + 1. Les autres référendums (et il pourrait y en avoir plusieurs dans le cours de l'histoire) ne compteront pas aux yeux du PQ... s'il les perd. Il aura juste à en faire un autre, puis un autre et un autre... jusqu'à temps qu'il gagne. Ce qui veut dire que l'opinion de ceux et de celles qui se seront exprimés librement et démocratiquement à plusieurs reprises contre la souveraineté à 50% + 1 ne comptera jamais. Pour un parti qui se dit «social-démocrate», belle stratégie!

Pierre Vidal

## Comme Sisyphe

Comme citoyen, j'aimerais avoir la chance de voter dans l'un des quelque 40 comtés où les résultats risquent d'être serrés et où mon vote pourrait réellement être important. Si c'était le cas, je voterais de façon stratégique, sans hésiter, pour le PQ, pour renvoyer d'urgence dans l'opposition le gouvernement Charest, qui a fait beaucoup de dommages en quatre ans. Comme ce n'est pas le cas, j'ai finalement décidé de voter Québec solidaire, un parti dont les valeurs me rejoignent.

Le mode proportionnel de scrutin n'existe pas au Québec et mon vote a toutes les chances de ne pas compter vraiment. Dans mon travail, dans un CLSC, j'appuie les efforts des citoyens pour qu'ils acquièrent davantage de pouvoir sur l'amélioration de leurs conditions de vie. Mais, cordonnier mal chaussé, je constate que comme électeur, je n'ai guère de pouvoir. Ceci dit, je vais certainement aller voter, comme le ferait Sisyphe, en grimpant sans relâche sa montagne.

Jacques Fournier

## Suis-je assez clair?

M. Charest accuse la feuille de route du PQ de manquer de clarté. Qui est-il pour nous parler de clarté, lui qui a trompé tout le monde en 2003? Son programme prévoyait des baisses d'impôts de 1 milliard par année, soit 5 milliards sur 5 ans. Il n'a pas tenu cette promesse, pas plus que celle de faire disparaître les listes d'attente dans les hôpitaux. Et j'en passe. Peut-être que c'est nous qui n'avons pas compris!

Lévis Bouchard

## Un mauvais slogan

J'ai tout de suite tiqué dès que j'ai vu mes premières pancartes électorales du PQ: Reconstruisons un Québec... vert, en santé ou instruit. Je ne m'étais pas aperçu que le Québec avait été détruit! Car pour reconstruire une chose, il faut d'abord qu'elle ait été détruite. C'est comme si on nous disait: détruisons tout et reconstruisons à partir de rien. Voilà le sens profond de ce slogan à la con.

Gilles Duhaime

## Photos touchantes

Ce matin en pages 4 et 5 de *La Presse*, sous la rubrique «Élections 2007», me voilà ému par les photos touchantes de deux de nos chefs. D'une part, M. Mario Dumont vêtu de «l'uniforme ADQ» caressant tendrement une vache et, d'autre part, M. Jean Charest en habit de campagne admirant dans sa main un oeuf dans toute sa rondeur. Bénies soient donc nos campagnes électorales qui, une fois par quatre ans, permettent à nos chefs d'aller à la découverte des vrais simples et petits plaisirs de la vie!

Michel Bichai  
Montréal

# Des élections qui s'annoncent passionnantes!

Quand avons-nous connu des élections aussi équilibrées? Après un départ catastrophique et dévastateur, le gouvernement de Jean Charest a réussi une spectaculaire remontée dans l'image et les sondages. André Boisclair a provoqué l'exact contraire en renvoyant dans la cave de la popularité un vote qui lui semblait largement acquis il y a peu de temps encore. Et Mario Dumont a suffisamment mûri pour être pris au sérieux. Seul Québec solidaire ne ramasse que des votes d'estime. Au Saguenay, bien des votes sont acquis de longue date aux souverainistes. On a longtemps qualifié le Saguenay-Lac St-Jean

de château fort! Mais pour une fois, je sens ma foi et celle de mes compatriotes vaciller devant la personnalité et la prestation décevante de Boisclair. Il est certain que beaucoup auront ce même réflexe. Tout peut arriver. La campagne qui s'annonce devient donc très influente sur nos votes futurs. Les jeux sont à faire. Personne n'est à écarter mais personne n'a gagné d'avance, qu'on parle du candidat ou du parti. En fait, cette incertitude fait de ces prochaines élections un tournoi très ouvert et même passionnant!

Georges LeSueur  
Saint-Ambroise de Chicoutimi

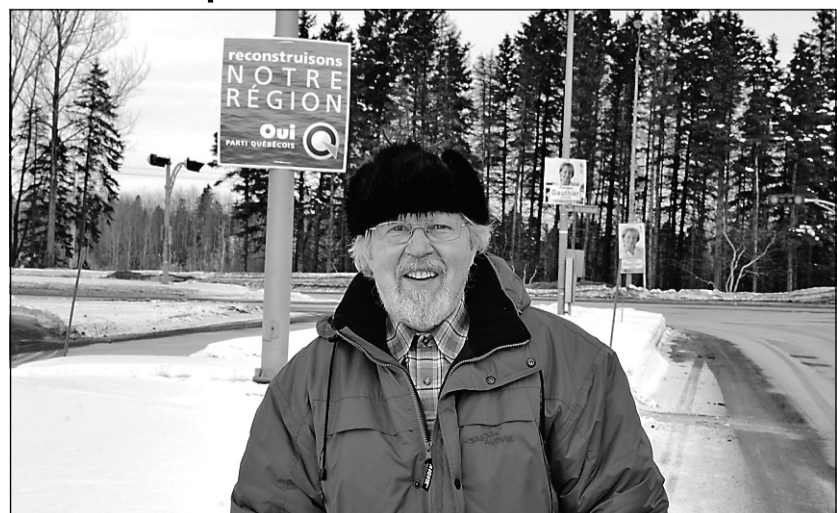


PHOTO JEANNOT LÉVESQUE, COLLABORATION SPÉCIALE

Georges LeSueur

## Vaudeville

L'indignation comme programme électoral, c'est devenu tellement prévisible, presque risible. À chaque bulletin de nouvelles télévisées, Jean Charest nous présente son programme qui se résume en un mot: indignation. Indignation par rapport à tout ce que disent ses adversaires. Continuez comme ça M. Charest puisque vous n'avez rien à proposer. Les Québécois indignés par vos échecs des quatre dernières années s'en souviendront le 26 mars.

G. Mercure

**POUR NOUS JOINDRE** La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

**VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?** Écrivez-nous à [nouvelles@lapresse.ca](mailto:nouvelles@lapresse.ca)

RÉDACTION (514) 285-7070  
[commentaires@lapresse.ca](mailto:commentaires@lapresse.ca)

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453  
[cyberpresse.ca/abonnement](http://cyberpresse.ca/abonnement)

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363  
[petitesannonces@lapresse.ca](http://petitesannonces@lapresse.ca)

DÉCÈS (514) 285-6816  
[deces@lapresse.ca](mailto:deces@lapresse.ca)

CARRIÈRES (514) 285-7320  
[carrieres@lapresse.ca](mailto:carrieres@lapresse.ca)

PUBLICITÉ (514) 285-6931



**GO!** Vous utilisez «CV confidentiel».

**BING!** Votre identité n'est pas divulguée à ceux que vous préférez tenir à l'écart.

**BINGO!** Vous êtes recruté par l'une des entreprises les plus dynamiques au Québec.

Plus de 5 000 offres d'emploi vous attendent chaque jour.

worko **bingo!**

  
**workopolis.com**

LE PLUS GROS SITE D'EMPLOIS AU QUÉBEC

